Commune de Prez

Procès-verbal de la séance n° 20 du Conseil général du mardi 10 décembre 2024

Heure de début : 19h30 – Heure de fin : 23h10 / Lieu : Prez-vers-Noréaz

---

Personnes présentes

Président	:	M. Pierre Alain Scherly
Pour le Conseil général	:	29 Conseiller·ère·s généraux·ales
Pour le Conseil communal	:	M. David Bonny, Syndic
		Mme Isabelle Staub Barbey, vice-Syndique
		Mmes Isabelle Bersier et Séverine Egger
		MM. Pierre Bovet, Philippe Jolliet et Lionel Schouwey
Personnes invitées	:	Mme Sylvie Caudron, Administratrice Tekhne SA
		M. Roberto Ferrara, Architecte

Personne excusée

Pour le Conseil général	:	M. André Robatel
Secrétaire au procès-verbal	:	Mme Rosalie Broye

Cette séance est précédée de la remise du nouveau label « Cité de l'énergie » décerné à la commune de Prez, à 19h00.

Il est 19h30, **M. le Président, Pierre Alain Scherly**, ouvre la séance.

Madame la vice-Présidente du Conseil général,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil général,
Monsieur le Syndic,
Madame la vice-Syndique,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil communal,
Madame la Secrétaire communale adjointe,
Monsieur Roberto Ferrara, Architecte, lauréat du concours pour le futur projet du complexe scolaire, sportif et culturel,
Mme Sylvie Caudron, Administratrice Tekhne SA,

Madame la Membre de la presse, Lise-Marie Piller, journaliste auprès du quotidien La Liberté,

Nous débutons la partie formelle de la séance. Mme Rosalie Broye, Secrétaire communale adjointe, tient le procès-verbal. La séance a été convoquée conformément à notre Règlement par l'envoi de la communication par courriel ou par poste pour les conseiller·ère·s qui en ont fait la demande, et par la publication dans la Feuille Officielle le 29 novembre 2024. Je donne la parole à la Secrétaire communale adjointe pour l'appel nominal.

Mme Rosalie Broye procède à l'appel nominal.

M. le Président reprend la parole.

Je constate que le quorum est atteint et que la majorité absolue est de 15, nous sommes 29.

Les scrutateurs pour cette séance sont :

MM. Mario Ramalho, Mattia Bosco, Pierre-Alain Egger et Christian Carrel. Ils se sont répartis les tables et le comptage. Je les prie de décompter le nombre de membres dans leur secteur.

La séance est enregistrée afin de faciliter la rédaction du procès-verbal. L'enregistrement sera conservé jusqu'à l'approbation de celui-ci. Il est demandé à chaque personne qui s'exprime d'utiliser le micro afin de faciliter la prise du procès-verbal.

L'ordre du jour qui nous est proposé est le suivant :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 1er octobre 2024
2. Informations du Bureau
3. Budget 2025
4. Budget des investissements 2025
5. Plan financier 2025-2029
6. Validation des statuts du Consortium pour l'alimentation en eau de la ville de Fribourg et des communes voisines (CEFREN) et adhésion de la commune au CEFREN
7. Election d'un·e membre au sein de la Commission d'aménagement pour le groupe de Corserey
8. Election d'un·e membre au sein de la Commission des infrastructures et des transports pour le groupe de Corserey
9. Election de deux membres du Conseil général au sein de la Commission de bâtisse
10. Informations sur le complexe scolaire, sportif et culturel
11. Informations du Conseil communal
12. Questions, propositions et divers

M. le Président ouvre la discussion sur l'ordre du jour.

M. François Trotti propose par une motion d'ordre (art. 38 al. 2 du Règlement du Conseil général), de traiter le point 10 « Informations sur le complexe scolaire, sportif et culturel » après le point 1 « Approbation du procès-verbal » afin que le Conseil communal et l'architecte invité, M. Roberto Ferrara, puissent fournir les informations utiles à la suite des débats.

Nous procédons au vote à main levée. Les scrutateurs comptent les votes.

Celles et ceux qui approuvent la motion d'ordre proposée lèvent la main.

Cette motion d'ordre est approuvée à l'unanimité.

Aucune autre remarque n'étant formulée, l'ordre du jour suivant est validé :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 1er octobre 2024
2. Informations sur le complexe scolaire, sportif et culturel
3. Informations du Bureau
4. Budget 2025
5. Budget des investissements 2025
6. Plan financier 2025-2029
7. Validation des statuts du Consortium pour l'alimentation en eau de la ville de Fribourg et des communes voisines (CEFREN) et adhésion de la commune au CEFREN
8. Election d'un·e membre au sein de la Commission d'aménagement pour le groupe de Corserey
9. Election d'un·e membre au sein de la Commission des infrastructures et des transports pour le groupe de Corserey
10. Election de deux membres du Conseil général au sein de la Commission de bâtisse
11. Informations du Conseil communal
12. Questions, propositions et divers

L'élection de M. Lionel Schouwey au Conseil communal laissant un siège vacant, cela a eu pour conséquence l'élection de Mme Angélique Pittet pour le groupe de Corserey. Mme Angélique Pittet a été dûment assermentée et elle est sincèrement remerciée pour la prise de cette nouvelle fonction. Il lui est laissé la possibilité de dire quelques mots si elle le souhaite.

Mme Angélique Pittet se lève et se présente.

M. le Président la félicite et lui souhaite la bienvenue. Il précise que la séance sera suivie d'un apéritif et que tout le monde y est cordialement convié.

M. le Président demande à toutes les personnes intervenant durant cette séance, soit au niveau du Conseil général, soit au niveau du Conseil communal, de transmettre leurs textes par courriel à la Secrétaire communale adjointe afin de faciliter la prise du procès-verbal.

Il remercie les responsables des groupes et commissions de bien vouloir transmettre à l'administration communale, d'ici au vendredi 13 décembre 2024, les listes de présences des séances tenues en 2024.

---

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 1er octobre 2024

Le procès-verbal de la séance du 1er octobre 2024 était disponible sur le site internet, il ne sera donc pas lu. La discussion est ouverte.

La parole n'étant pas demandée, la discussion est close.

Nous procédons au vote à main levée. Les scrutateurs comptent les votes.

Celles et ceux qui approuvent le procès-verbal de la séance du 1er octobre 2024 lèvent la main.

Le procès-verbal de la séance du 1er octobre 2024 est approuvé à l'unanimité.

---

2. Informations sur le complexe scolaire, sportif et culturel

M. le Président donne la parole au Conseil communal pour la présentation de l'objet.

M. David Bonny prend la parole.

Monsieur le Président,
Madame la vice-Présidente,
Mesdames, Messieurs,

Au nom du Conseil communal, j'ai le plaisir de prendre la parole pour ce sujet et vous remercie d'avoir modifié l'ordre du jour. Cela nous semblait important de pouvoir en discuter afin de clarifier les éléments nécessaires aux discussions liées au budget.

Tout d'abord, permettez-moi de revenir sur un bref historique depuis notre dernière séance du Conseil général. Je suis accompagné ce soir de M. Roberto Ferrara, l'architecte lauréat, ainsi que de Mme Sylvie Caudron, représentante du bureau Tekhne, qui gère les projets conjointement avec l'architecte.

Le Conseil communal a souhaité leur présence ce soir afin qu'il·elle·s puissent répondre à vos éventuelles questions. Nous tenons à assurer une transparence totale, et certaines interrogations, notamment d'ordre technique ou architectural, pourraient dépasser nos compétences en tant que non-spécialistes. Il pourrait également y avoir des questions liées aux finances, car, comme nous le savons, il s'agit d'un enjeu majeur de ce complexe scolaire, sportif et culturel.

Dans un premier temps, je vais rappeler les éléments chronologiques survenus après la dernière séance du Conseil général.

Le 25 septembre 2024, le vernissage public des projets a eu lieu. « Echo des champs » a été désigné projet lauréat, conçu par M. Roberto Ferrara, architecte à Wabern, dans le canton de Berne. Le projet inclut trois bâtiments distincts : l'école actuelle dans laquelle la salle de gymnastique est destinée à devenir une salle de rythmique ; un nouveau bâtiment regroupant les classes de 5H à 8H, les locaux administratifs, ainsi que les salles ACT-ACM ; un troisième bâtiment comprenant une salle de gymnastique, l'accueil extra-scolaire (AES), les services de logopédie, de psychologie, de travail social, ainsi qu'un espace polyvalent pour des activités culturelles, comme des pièces de théâtre.

Le devis initial de Riforma mentionnait un coût de CHF 17 millions HT, soit CHF 18,6 millions TTC. La suite des étapes comprenait la validation des offres d'honoraires, le vote d'un crédit d'étude par le Conseil général et la demande d'un crédit de construction pour un objectif de mise en service à la rentrée scolaire 2028-2029.

Le 1er octobre 2024, lors de la séance du Conseil général, le projet lauréat a été présenté. Il a également été mentionné qu'au moins un·e membre du Conseil général intégrerait la Commission de bâtisse, créée peu après.

Le 8 octobre 2024, une réunion a eu lieu entre le Conseil communal et M. Roberto Ferrara. Par la suite, le Bureau du Conseil général a été invité à désigner deux membres pour intégrer la Commission de bâtisse. Nous remercions le Bureau d'avoir proposé MM. Claude Friderici et Pierre-Alain Egger.

La Commission de bâtisse s'est réunie pour la première fois le 29 octobre 2024. Étaient présent·e·s : M. Roberto Ferrara, architecte ; Mme Sylvie Caudron, du bureau Tekhne, récemment récompensé pour la construction de l'école de Grolley avec un architecte de Fribourg ; M. Jean-Claude Chanez, remplaçant Mme Monique Clément ; ainsi que des membres du Conseil communal et les deux membres du Conseil général. Lors de cette séance, M. Roberto Ferrara a présenté une réévaluation des coûts calculés par le bureau Tekhne. Ceux-ci s'élèvent désormais à CHF 27,8 millions TTC, avec une marge d'incertitude de ±25 %. Cette hausse significative par rapport au devis initial nous a surpris·es, mais des explications détaillées nous ont été fournies.

La discussion portait alors sur le crédit d'étude. Si celui-ci était voté, la stratégie consistait à avancer jusqu'aux appels d'offres afin d'obtenir des soumissions. Cela nous aurait permis de nous rapprocher du coût réel, car il est évident que les montants actuels dépassent largement ceux prévus lors du concours.

Deuxièmement, comme cela avait été discuté en Commission de bâtisse, un vote était prévu pour le crédit de construction au début de la prochaine législature pour des raisons de temps ; il n'était pas possible d'obtenir les retours ou les appels d'offres nécessaires avant la fin de celle-ci.

Lors de la séance du Conseil communal du 18 novembre 2024, le montant prévu a été réexaminé. Les projections financières, présentées par notre responsable des finances, ont suscité des inquiétudes au sein de l'exécutif. En effet, ce montant dépassait les capacités financières de la commune et risquait d'entraîner un surendettement. Il était donc nécessaire de revoir le projet. Il est évident que ne rien faire n'est pas une solution, compte tenu de la situation actuelle, avec plusieurs problématiques, notamment celles liées à l'AES et aux transports, ainsi que la volonté de centraliser les infrastructures. Les besoins d'aujourd'hui ne sont plus ceux de l'époque durant laquelle l'école actuelle avait été conçue. Des infrastructures supplémentaires sont indispensables, notamment pour la direction, le secrétariat et le service de logopédie.

Le Conseil communal avait jusqu'au 20 novembre 2024 pour transmette les documents au Conseil général, à savoir le budget 2025, le budget d'investissement 2025 et le plan financier 2025-2029. Dans ce contexte, il était difficile de réagir dans un délai aussi court, c'est pour cette raison que nous avons décidé de ne pas proposer une hausse d'impôt.

Le 25 novembre 2024, une nouvelle séance du Conseil communal a eu lieu, mettant en lumière le manque d'infrastructures, la vétusté des bâtiments actuels, la volonté de centraliser et celle

de réduire les transports scolaires. Il devenait impératif de trouver une solution, c'est pour cela que nous avons voulu rencontrer M. Roberto Ferrara dans les plus brefs délais. Nous avons également souhaité rencontrer le Service des communes (SCom) et le Service des bâtiments (SBat) pour discuter de ce surendettement.

Le 29 novembre 2024, une délégation du Conseil communal a rencontré M. Gilles Ballaman, du SCom, avec qui nous avons évoqué les questions d'endettement et de financement de ce projet, puis une discussion a suivi avec M. Frédéric Baldy du SBat, au sujet des subventions. Lors de cette rencontre, nous avons appris que les surfaces du bureau de direction d'école primaire n'étaient pas subventionnées.

Le 2 décembre 2024, une séance a eu lieu entre M. Roberto Ferrara, architecte, Mme Sylvie Caudron du bureau Tekhne, et le Conseil communal. Une présentation des différentes possibilités a été faite, notamment celle de réaliser le projet en deux étapes pour des raisons de coût, à savoir la construction des deux nouveaux bâtiments dans une première phase, puis la rénovation de l'école actuelle.

Il a également été expliqué pourquoi la prévision des coûts avait augmenté. En effet, le Conseil communal avait opté pour la variante A2 de l'étude de faisabilité réalisée par Riforma, qui vous avait été présentée lors d'une précédente séance et qui était la moins coûteuse. Cependant, il s'est avéré que certains montants n'avaient pas été pris en compte, notamment pour la halle de sport, partiellement enterrée et nécessitant des travaux spéciaux, et également pour l'école enfantine, nécessitant une rénovation conséquente avec une extension. Les coûts de construction, initialement estimés à CHF 450.--/m^3, s'approchent désormais des CHF 600.--/m^3, ce qui entraîne une augmentation de près de CHF 5 millions. Les aménagements extérieurs intègrent un nouveau terrain de sport et les frais annexes comprennent des taxes de raccordement pour l'électricité et le chauffage notamment. Tout cela nous amène à un total d'environ CHF 28 millions TTC, un montant bien supérieur à celui initialement annoncé.

Nous remercions M. Roberto Ferrara et Mme Sylvie Caudron, pour leurs présentations incluant des comparaisons avec des projets d'écoles réalisées récemment, ainsi que pour les informations détaillées concernant les coûts au m^3.

Le Conseil communal a examiné la situation et souhaite réaliser le projet nécessaire en deux étapes : la première phase selon l'échéancier prévu, et la seconde lorsque les finances le permettront. Le montant de la première étape est chiffré à CHF 17 millions HT, soit CHF 18,4 millions TTC, crédit d'étude inclus. Le Conseil communal soutient ce projet et reviendra tout à l'heure sur les perspectives financières s'il est retenu. C'est pour cette raison que nous vous avons demandé de modifier l'ordre du jour, afin d'intégrer cette nouvelle approche du complexe scolaire.

Dès lors, le plan financier transmis pour cette séance devient caduc. Le Conseiller communal, M. Philippe Jolliet, présentera une nouvelle version du plan financier avec un projet de complexe scolaire à CHF 17 millions HT. Pour financer ce projet, une hausse d'impôt est inévitable. Des discussions ont eu lieu avec la Commission financière et les groupes du Conseil général à ce sujet.

Le 9 décembre 2024, lors de la séance du Conseil communal, nous avons validé l'offre de M. Roberto Ferrara et de Mme Sylvie Caudron de près de CHF 46'000.-- HT pour réaliser le crédit d'étude.

Une question qui pourrait être posée ce soir est de savoir si une tendance pourra être définie lors de la prochaine séance de la Commission de bâtisse. Lors de la dernière séance de cette commission, il était question d'un montant de CHF 27,8 millions TTC, le crédit d'étude était plus élaboré, et il n'était pas possible de le réaliser durant cette législature. A la suite de ce changement, il est désormais question de savoir s'il y a une volonté de voter un crédit de construction encore au cours de cette législature.

Le matin du samedi 14 décembre 2024, une visite des bâtiments scolaires est organisée pour la population. À ce jour, seules quatre personnes se sont inscrites pour visiter les sites de Noréaz et de Prez-vers-Noréaz.

La prochaine Commission de bâtisse est fixée au 14 janvier 2025. Des séances destinées à expliquer la situation à la population sont prévues le 18 février 2025 à 19h à Corserey, le 19 février 2025 à 19h à Prez-vers-Noréaz et le 20 février 2025 à 19h à Noréaz. Une séance du Conseil général a été fixée le 27 février 2025 afin de voter le crédit d'étude.

M. David Bonny remercie les membres du Conseil général de leur attention et demande s'il y a des questions.

M. Pierre-Alain Egger, pour le groupe de Prez-vers-Noréaz : nous avons entendu les explications concernant l'augmentation de ce projet qui est passé de CHF 17 à 27 millions et sommes toujours motivé·e·s par ce projet sérieux. Cependant, un goût amer demeure quant à l'organisation du concours. Le bureau Riforma n'a pas été à la hauteur de nos attentes. Le premier point avait été un mauvais calcul des honoraires, ce qui avait été annoncé a été largement dépassé, et ce uniquement pour le concours. Le deuxième point, et pas des moindres, est la différence de coût du projet, on ne nous prend pas au sérieux. Les Conseiller·ère·s communaux·ales et les Conseiller·ère·s généraux·ales ont consacré du temps à ce projet, et finalement, nous nous retrouvons avec de gros doutes en découvrant le plan financier. Une erreur d'estimation de l'ordre de 10 %, 15 %, 20 %, voire 25 %, serait discutable. Dans notre cas, l'augmentation est de plus de 58 %, ce n'est pas concevable venant de professionnel·le·s expérimenté·e·s. Cette information doit être connue de la population. Ce n'est pas professionnel de mettre tous les élu·e·s dans cette situation. Sommes-nous obligé·e·s de payer la totalité des honoraires de Riforma ou des pénalités liées à de telles erreurs pourraient-elles être retenues ? Et surtout, d'où provient cette augmentation de CHF 10 millions, y a-t-il eu des éléments supplémentaires par rapport aux données du concours, hormis ce qui concerne la halle de gym enterrée ?

M. Roberto Ferrara explique que les budgets sont souvent sous-estimés lors de la mise en place de concours, ce qui est largement le cas ici. Les estimations augmentent rapidement en ce qui concerne notamment les excavations, la rénovation et la transformation du bâtiment actuel. Les données du concours indiquaient seulement une rénovation légère, pour un montant au m^3 très léger, mais elles permettaient également de transformer et agrandir le bâtiment. Ces derniers travaux ont des coûts au m^3 bien différents. C'est un gros budget qui s'ajoute à

l'estimation initiale trop faible. Le calcul des CHF 27,8 millions a été réalisé par le bureau Tekhne, qui a une grande expérience dans les projets scolaires construits notamment dans le canton de Fribourg, pour des projets très similaires à celui proposé pour votre commune, intégrant des structures en bois, conformes aux standards énergétiques exigés par le canton. Après comparaison du calcul de ce projet avec d'autres, nous pouvons constater que le prix au m^3 n'est pas si élevé.

M. Roberto Ferrara et Mme Sylvie Caudron font une comparaison avec le projet mis au concours à Grolley et signalent que la construction de deux bâtiments similaires à ceux prévus à Prez-vers-Noréaz était déjà estimée à CHF 19 millions, et ce, sans la rénovation et la transformation de l'école actuelle de Prez-vers-Noréaz.

Mme Sylvie Caudron précise que l'analyse de Riforma était basée sur une analyse conceptuelle des volumes et non sur un projet défini. Notre estimation, elle, se base sur un projet bien positionné et ancré dans le sol, prenant en compte les éléments nécessaires pour les travaux spéciaux, ce qui explique cette différence. Notre approche est plus précise.

Mme Sarah Ducommun, à titre personnel : cela fait plusieurs mois, voire années, qu'on parle d'un complexe à plus ou moins CHF 18 millions, qui est déjà difficile à assumer pour notre commune. Après le concours d'architecture, nous devrions désormais accepter un projet s'élevant à CHF 28 millions avec une éventuelle marge de 25 %, qui représente tout de même CHF 7 millions en plus, à savoir près du double de ce qui était déjà difficile pour notre commune. J'ai un peu de peine à comprendre que nous acceptons ceci. Comme le concours prévoyait environ CHF 18 millions, est-ce que d'autres projets pourraient respecter ce montant ? Et deuxièmement, serait-il encore possible de changer de projet ? Celui-ci est très beau mais ce serait intéressant de réfléchir à un projet moins coûteux.

M. David Bonny : si nous souhaitons changer de projet, il faudrait repartir du début. Nous avions questionné les professionnel·le·s du jury du concours au sujet des coûts, les montants paraissaient relativement bas par rapport à l'ensemble du projet. De nombreux projets n'entraient pas en ligne de compte, car la répartition de la surface n'était pas correcte. Mme Séverine Egger pourra compléter mes dires. Ce projet s'intègre dans le bâti et répond aux attentes concernant les infrastructures. Concernant le coût des CHF 17 millions, M. Philippe Jolliet y reviendra et expliquera les montants en jeu pour la suite. C'est le projet qu'il nous faut, nous ne pouvons pas continuer avec un AES tel qu'il est et avec des containers. Nous devons construire, et nous sommes tous·tes confronté·e·s à des problèmes financiers dans ce cadre. J'ai contacté le Syndic de Neyruz, car cette commune se trouve confrontée à une situation similaire et il est également prévu d'effectuer les travaux par étapes. Nous sommes plus proches du coût réel de la construction.

Mme Séverine Egger : lors de notre travail avec le jury, nous nous sommes appuyé·e·s sur l'expertise des architectes professionnel·le·s. Le projet gagnant du concours se distinguait car il ne comportait que des modifications mineures. D'autres options auraient entraîné des coûts bien plus élevés. Le bâtiment existant nécessitait des modifications importantes, mais nous avons opté pour un projet permettant de limiter les dépenses. Cette approche a été définie dès le départ.

M. Philippe Jolliet : en complément des propos de Mme Séverine Egger, le tableau présenté ce soir montre que le projet lauréat du concours est, en fait, relativement économique par rapport à des projets similaires réalisés dans d'autres communes et les prix au m^3. Il semble que les autres propositions n'auraient pas été plus avantageuses financièrement. De plus, il y a une problématique légale à considérer : le concours a été lancé sur la plateforme simap.ch, et relancer un appel d'offres serait complexe et entraînerait de nouveaux coûts. Il n'y a donc pas lieu de remettre en question la pertinence de ce projet à ce stade.

M. Yannick Ducommun, à titre personnel : au nom de nombreux·ses citoyen·ne·s, il est évident que nous avons besoin d'une nouvelle école, mais à ce tarif, cela semble impossible. Il est facile de remettre en question les calculs et d'échelonner les travaux, mais pour notre petite commune, c'est un montant trop élevé et ça ne fait que reporter le problème à plus tard. Nous ne pouvons pas assumer une telle charge financière. Il ne faut pas oublier que c'est la population qui devra payer ce projet, notamment avec l'augmentation des impôts et il faudra encore l'amortir. Il nous faut trouver une solution plus abordable. La situation devient de plus en plus difficile à gérer, et cela suscite de nombreuses inquiétudes parmi les citoyen·ne·s. Je ne suis pas sûr que ce nouveau projet soit accepté par la population.

M. Hassan Berthoud, à titre personnel : nous avons un projet à CHF 17-18 millions à financer avec une marge d'erreur de 25 %, ce qui est tout de même énorme au vu des montants. Est-ce que nous allons nous retrouver bloquer financièrement si la facture finale devait augmenter ? Et dans la positive, que ferons-nous pour financer la deuxième étape ?

M. Philippe Jolliet : le projet à CHF 27,8 millions ne permettait pas de dépassements. Si nous optons pour une approche en deux étapes, soit à CHF 17 millions HT, nous avons une certaine marge de manœuvre. L'objectif reste de ne pas dépasser ce budget et d'éviter au maximum une augmentation. Comme l'ont souligné M. Roberto Ferrara et Mme Sylvie Caudron, la marge d'erreur n'est pas liée aux prix des matériaux, mais à de nouvelles demandes pouvant émerger en cours de route. Nous pourrions également décider de rationaliser certaines choses afin de faire des économies.

M. Pierre-Alain Egger, à titre personnel : la question fondamentale que je me suis posée après avoir pris connaissance du projet du concours était de savoir comment atteindre un coût de CHF 17 millions, alors que dans les discussions précédentes, nous évoquions déjà un budget de CHF 25 millions. À titre d'exemple, une salle de classe coûte déjà près de CHF 1 million, ce qui rend les CHF 17 millions utopiques. Une solution viable à l'heure actuelle serait de procéder en deux étapes. Il est important de noter que le bâtiment de l'école de Prez-vers-Noréaz reste le plus récent de tous ceux actuellement en place. De plus, avec la fin de l'utilisation des bus toute la journée, de grosses économies sont envisageables. Il est dommage que des calculs précis n'aient pas encore été réalisés. Une économie de CHF 150'000.--/an sur les transports représente l'amortissement d'un bâtiment de CHF 4,5 millions sur 30 ans. Il faut avancer, sans repousser les décisions à la prochaine législature. Soyons une commune attractive pour les familles, et donnons aux générations futures des infrastructures dignes de notre belle commune.

M. Mario Ramalho, à titre personnel : au vu de la première étape présentée, il n'y aura donc aucune réalisation sur le bâtiment actuel de l'école. L'échéance restant la même, soit pour 2028, je me demandais si le bâtiment actuel tiendra jusqu'en 2028, voire au-delà ?

M. David Bonny : lors de la présentation de l'état des bâtiments en décembre 2022, il avait été clairement indiqué que l'école était vétuste, mais fonctionnelle. C'était la conclusion de l'analyse effectuée à l'époque.

Mme Sylvie Caudron : dès la fin de la première étape, à savoir la fin de la construction des bâtiments deux et trois, le nombre de classes relatif aux besoins projetés pour 2035 sera quasiment complet, à une classe près.

M. Roberto Ferrara : il ne faut pas se concentrer uniquement sur les matériaux, mais plutôt sur le programme demandé. Le prix global ne se caractérise pas par l'utilisation de certains matériaux en particulier. Ce projet est extrêmement compact, sans gaspillage d'espace ni d'excès de construction. Pour le même programme, il sera très difficile de trouver un projet moins cher. Le second bâtiment comportera huit salles de classe, deux salles de classe spéciales, un abri PC de 270 places et les locaux pour les professeur·e·s ; le troisième bâtiment, quant à lui, comportera trois salles pour l'AES et une salle de sport polyvalente notamment. L'ensemble des bâtiments est organisé de manière optimale, sans perte d'espace au niveau des couloirs ou des hauteurs sous plafond. Aucune décision n'a été prise dans un esprit de folie constructive qui aurait rendu ce projet particulièrement coûteux. Le prix a été déterminé en fonction du programme demandé, qui inclut l'ensemble des locaux nécessaires à l'école.

Mme Claudine Perroud, à titre personnel : je tiens tout d'abord à remercier le Conseil communal pour sa rapide réflexion vis-à-vis de la situation financière de ce projet. Le travail accompli en un mois afin de trouver une solution pour la construction de ce centre scolaire est impressionnant. C'est une priorité pour la commune de disposer d'un centre scolaire qui remplisse pleinement sa fonction et réunisse tous·tes les élèves sur un même site dans de bonnes conditions. Les parents attendent cette avancée. Nous avons visité l'AES, qui est dans un état insalubre, et il est urgent de prévoir des locaux dignes de ce nom ; la salle polyvalente est également nécessaire. Je pense que la proposition faite ce soir est positive et permettra de résoudre le problème, mais il faudra éviter à tout prix un dépassement de 25 %. Notre école est en bon état et devrait tenir encore 10 à 15 ans selon moi. La création des bâtiments deux et trois permettra de scolariser tous·tes les enfants à Prez-vers-Noréaz dans de bonnes conditions. Nous devons avoir le courage de prendre cette décision durant cette législature. Je soutiens pleinement cette solution. L'argent est un enjeu crucial, mais nous devons laisser un héritage à la population et ne pas nous contenter de discussions interminables autour d'un plan financier trop optimiste et irréaliste.

Mme Louise Reymond, à titre personnel : je partage l'avis de mes collègues, Mme Claudine Perroud et M. Pierre-Alain Egger. Personnellement domiciliée à Corserey avec trois enfants, dont deux déjà scolarisé·e·s, je pense qu'il est impensable de rester dans la situation actuelle. Il est inadmissible d'accueillir des enfants à l'AES dans un bâtiment dans un état pareil. La solution proposée ce soir est raisonnable. C'est essentiel pour la qualité de vie de nos enfants qui se rendent tous les jours à l'école.

M. Yannick Ducommun, à titre personnel : est-ce que des places de parc sont prévues à la suite de la construction de cette halle polyvalente ? Nous comparons souvent avec la salle de Lentigny, où, lors de manifestations, il est nécessaire de se garer dans d'autres places de parc ou dans les champs.

M. David Bonny : nous avons abordé la question des places de parc lors du jury. L'un des architectes nous a indiqué consacrer 50 % de son temps à la construction, et les 50 % restants à chercher des places de parc. Il y en aura un certain nombre, conformément aux normes y relatives. Lors de manifestations, il est possible d'utiliser les places de parc situées derrière le bâtiment communal.

M. Yannick Julmy : si vous comptez sur les places de parc devant l'école, ce ne sera pas possible, elles sont déjà occupées toute la semaine.

M. David Bonny : un plan de mobilité sera mis en place. Les personnes ne pourront pas rester garées éternellement sur ces places de stationnement et les parents ne pourront plus amener leurs enfants en voiture directement devant l'école. La mobilité devra être repensée dans la zone concernée. Je suis content que vous pensiez à ces questions, cela signifie que vous vous projetez avec cette construction.

Un dernier point : je regarde les informations qui circulent, et il a été constaté un départ important de familles de la commune. Pourquoi partent-elles ? Un article intéressant sur le site de la RTS évoque les lieux où ces habitant·e·s se sont installé·e·s, à savoir dans des communes plus attractives avec de meilleures infrastructures comme celles de Fribourg, Villars-sur-Glâne, Marly, Givisiez ou Belfaux. Nous ne pouvons pas continuer avec de telles infrastructures. Il est impératif de fournir à notre population les infrastructures nécessaires. Je le répète, mais il est dommage que ceux·celles qui contestent ce projet ne viennent pas visiter les bâtiments. Peut-être changeraient-il·elle·s d'avis. À Givisiez, ou à Villars-sur-Glâne, la situation est bien différente, avec des infrastructures récentes et luxueuses. Nous devons agir, et nous ferons en sorte que ce projet soit aussi sobre que possible afin qu'il soit le moins coûteux. Du bois local sera utilisé dans la construction pour assurer la durabilité. Nous espérons que la population comprendra que c'est une démarche nécessaire.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

Mme Sylvie Caudron, Administratrice Tekhne SA et M. Roberto Ferrara, Architecte, quittent la séance, il est 20h30.

---

3. Informations du Bureau

M. le Président : le Bureau s'est réuni une fois depuis la dernière séance en date du 22 octobre 2024 afin de préparer cette séance.

Le 2 octobre 2024, j'ai participé en compagnie de trois membres du Conseil général à la séance d'information de la Préfecture dont les informations vous ont été transmises par le secrétariat. Cette plateforme d'échanges nous permet, par les exemples et cas présentés, de renforcer nos

connaissances sur la gestion d'un Conseil général. Je vous encourage à y participer afin de prendre connaissance des enjeux du pouvoir législatif.

Le Bureau a reçu le 9 octobre 2024 un courriel du Conseil communal nous sollicitant pour une participation à la Commission de bâtisse, avec deux membres du Conseil général. J'ai par la suite lancer un appel aux candidatures via les groupes électoraux pour pouvoir répondre au Conseil communal le 25 octobre 2024, la première séance ayant lieu le 29 octobre 2024.

Pour information, le Bureau a reçu les candidatures suivantes : pour le groupe de Prez-vers-Noréaz, celles de MM. Samuel Gendre, André Robatel et Pierre-Alain Egger. Pour le groupe de Noréaz, celles de MM. Claude Friderici, Yannick Julmy et Pierre Alain Scherly. Après discussion au sein du groupe de Noréaz, une seule candidature a été proposée en la personne de M. Claude Friderici. Pour le groupe de Corserey, aucune candidature n'a été proposée.

Lors de sa séance du 22 octobre 2024, le Bureau a porté son choix sur les deux candidatures de MM. Pierre-Alain Egger et Claude Friderici. A ce jour, MM. André Robatel et Samuel Gendre m'ont informé renoncer à se porter candidat pour l'élection de ce jour.

Le samedi 12 octobre 2024, j'ai participé à l'assemblée de la Cigonia à Corserey, lors de laquelle j'ai informé les personnes présentes que le Conseil général sera représenté dans la Commission de bâtisse et que l'on défendrait les intérêts des différentes sociétés pour des infrastructures en adéquation avec leurs besoins.

Le dimanche 27 octobre 2024 a eu lieu l'élection au Conseil général pour le groupe de Corserey avec la nomination de Mme Angélique Pittet, qui a été assermentée le 20 novembre 2024, elle peut dès lors valablement siéger au sein de notre Conseil général.

Le vendredi 29 novembre 2024, j'ai participé, avec la Secrétaire communale adjointe, au cours d'introduction et « refresh » de l'Association des communes fribourgeoises (ACF) à la SAIDEF.

Sur la base des informations reçues par l'architecte, M. Roberto Ferrara, et le Conseil communal, l'investissement relatif au complexe scolaire, sportif et culturel est ambitieux et nécessaire sur le plan stratégique pour la commune.

Un tel investissement est une opportunité unique pour la commune de Prez, permettant de répondre de manière intégrée aux besoins essentiels en matière d'éducation et de culture.

Ce projet doit être vu non pas comme une dépense, mais comme un levier de développement durable et un outil pour renforcer la cohésion sociale et le dynamisme local. Ce sera au Conseil général d'être attentif sur quelques points clés, à savoir :

- D'avoir à l'esprit l'optimisation des ressources et des infrastructures.
- De répondre aux besoins croissants de l'AES et des sociétés locales.
- De solutionner la gestion des transports afin de couvrir les besoins, et l'intégrer dans une vision régionale.
- De respecter les budgets et la maîtrise des coûts avec une planification rigoureuse.

Ce sera le rôle du Conseil général de garantir un équilibre entre ambition et responsabilité budgétaire. Une telle vision permettra de minimiser les dépassements de coûts tout en maximisant la qualité des infrastructures.

A la demande du Conseil communal, je vous demande de réserver d'ores et déjà la date du 27 février 2025, sous réserve, pour une assemblée extraordinaire en vue de la votation du crédit d'étude pour le complexe scolaire. De plus amples informations vous seront transmises ultérieurement.

Voici les éléments du Bureau pour cette période automnale.

Il n'y a pas d'autres communications du Bureau.

---

4. Budget 2025

M. le Président donne la parole à M. Philippe Jolliet, Conseiller communal pour la présentation de l'objet.

M. Philippe Jolliet prend la parole.

Monsieur le Président,
Madame la vice-Présidente,
Mesdames, Messieurs,

Je souhaite débuter par quelques remarques générales sur le budget du compte de résultats avant d'entrer dans les détails par dicastère. Certains éléments ayant déjà été abordés par M. le Syndic, je ne reviendrai pas sur l'ensemble. Un nouveau plan financier a été établi à la suite des modifications du projet relatif au complexe scolaire. Un exemplaire papier vous sera exceptionnellement distribué afin que vous puissiez le consulter.

Le Conseil communal est conscient que les conditions dans lesquelles ce budget a été élaboré ne sont pas idéales. Sa finalisation a dû être menée rapidement, et plusieurs facteurs en sont la cause :

- La caisse communale fonctionne avec un effectif réduit depuis septembre 2024.
- Certains éléments, comme le coût des transports scolaires, n'ont été communiqués que très tardivement, il a donc fallu rééquilibrer les comptes.
- L'estimation du coût du complexe scolaire (projet évalué à CHF 27,8 millions TTC) a nécessité des calculs de financement complexes, introduisant des incertitudes dans le calendrier prévu.

Jusqu'à la semaine dernière, le Conseil communal n'était pas certain de pouvoir maintenir le vote du crédit d'étude en février 2025, dans la mesure où nous ne savions pas s'il pouvait être retravaillé assez rapidement par l'architecte et le bureau Tekhne. Heureusement, cela a pu être fait, et nous pouvons avancer sereinement vers l'avenir. En raison de cette incertitude, le Conseil communal n'a pas jugé adéquat de proposer une augmentation d'impôt basée sur des éléments non définitifs.

Comme l'année précédente, le budget 2025 présente un déficit en raison d'une structure financière déséquilibrée.

Les charges 2025 restent relativement stables, avec une augmentation modérée de CHF 64'000.-- par rapport à 2024. Cette stabilisation est due, entre autres, à une baisse des coûts de l'électricité et à une augmentation moins marquée des charges liées à la santé. Toutefois, le Réseau Santé de la Sarine (RSS) a annoncé une hausse significative des coûts pour 2026, offrant un répit temporaire pour 2025.

Chaque année, le Conseil communal s'efforce de contenir les coûts. Les dotations en équivalents plein temps (EPT) restent toutefois insuffisantes, malgré les ajustements déjà effectués, comme en témoigne le nombre élevé d'heures supplémentaires. Certaines économies ont été réalisées, notamment dans le ramassage des déchets, le nettoyage des bâtiments, et par le biais d'appels d'offres pour les assurances.

Les potentielles autres économies devraient vraisemblablement impliquer la réduction de certaines prestations non obligatoires, comme les subventions aux sociétés, la mise à disposition gratuite des salles, la formation du personnel, l'entretien des espaces publics, le repas des Seniors, les heures d'ouverture des déchetteries, etc. A ce stade, le Conseil communal ne souhaite pas envisager de telle mesures.

Les économies qui seront tout de même possibles sans les suppressions précitées, et en fonction du projet de construction du complexe scolaire, sont les suivantes :

- Révision des tarifs de l'AES afin de couvrir les coûts dès août 2025.
- Réduction des coûts de transports scolaires grâce à la centralisation des classes sur un site unique.
- Diminution des coûts de chauffage grâce à la désaffectation de certains bâtiments, comme la salle communale de Prez-vers-Noréaz.

Malgré la perte au budget de CHF 477'174.15, le Conseil communal ne propose pas de hausse fiscale pour le moment, comme expliqué précédemment par M. le Syndic. Ce choix repose notamment sur :

- Une fortune nette estimée à environ CHF 16 millions au 31 décembre 2024, permettant de couvrir les pertes conformément à la Loi sur les finances communales.
- Une volonté de présenter une proposition claire lors des comptes 2024, en tenant compte du vote du crédit d'étude.

Les actions suivantes seront réalisées dans les semaines et mois à venir, avec un lien direct aux enjeux financiers :

- Discussion avec plusieurs instituts bancaires concernant l'emprunt nécessaire d'environ CHF 12 millions pour le complexe scolaire, le Conseil communal n'écarte aucune piste à ce niveau.
- Affinement des estimations concernant la valeur des bâtiments/terrains à vendre, afin d'éviter de mauvaises surprises.

- Lancement rapide des procédures nécessaires à la vente de ces bâtiments, incluant une possible modification des affectations de zones.
- Étude de mobilité pour améliorer l'accès au complexe scolaire et répondre aux problématiques de circulation et de stationnement, notamment à Prez-vers-Noréaz.

Dicastère 0 – Administration générale

Législatif

Quatre votations sont prévues en 2025.

Les honoraires de l'organe de révision se basent sur les frais de 2024, mais ils ont été augmentés dans la mesure où les heures de BDO sont facturées en plus du devis.

Aucun changement important n'est à signaler par rapport à 2024.

Exécutif

Les jetons du Conseil communal restent stables.

Pour le compte 0120.3199.11 – Autres frais, trois rencontres avec la population sont prévues en début d'année 2025. Ces rencontres ont pour objectif de présenter le projet de complexe scolaire, sportif et culturel, et elles se termineront par un apéritif.

Finances

Les salaires sont en légère augmentation dans tous les dicastères, principalement en raison des changements de paliers généralement octroyés au personnel. Il n'y a pas d'augmentation du coût de la vie, conformément à la décision cantonale.

Les frais de rappel ont à nouveau été corrigés à la hausse en raison de l'augmentation constante des frais de contentieux ces dernières années. De plus en plus de personnes ne paient pas directement.

Nous avons cédé les actes de défaut de biens (ADB) à l'institut de recouvrement Helveticum à Fribourg. Sur un montant total de CHF 350'000.-- cédé, le Conseil communal espère récupérer au moins CHF 40'000.-- dès 2025, avec des recettes régulières les années suivantes.

Services généraux (administration générale)

Chaque année, un budget de CHF 2'000.-- est prévu pour la formation du personnel, même si aucune formation spécifique n'est planifiée.

Les frais liés à l'ACF et à DIGI-FR augmentent, ces charges étant inévitables.

Un montant de CHF 5'000.-- est prévu pour une étude de faisabilité menée par l'Association Mèinà concernant la régionalisation de certains aspects des AES, notamment pour améliorer la gestion des Ressources Humaines. Cela vise à répondre aux difficultés rencontrées lors des remplacements en cas de maladie ou lors d'un engagement.

Notre police d'assurance risques chez Helvetia connaît une hausse due à une nouvelle évaluation des risques. Une procédure d'appel d'offres n'a pas permis de trouver un prestataire proposant des conditions plus avantageuses.

Enfin, des frais sont prévus pour la mise à jour de TYPO3 sur le site internet communal. Bien que cette mise à jour, d'un montant légèrement inférieur à CHF 10'000.--, aurait pu être reportée à 2026, il a été décidé de l'effectuer en 2025 pour garantir la conformité jusqu'en 2027.

Dicastère 1 – Ordre et sécurité publics, défense

Les frais liés au Bataillon Sarine augmentent, mais cette hausse est compensée par celle des taxes d'exemption. Cependant, une augmentation importante est redoutée dans les prochaines années en raison de la construction de nouvelles casernes.

Le nombre d'astreint·e·s a été corrigé à la hausse et s'élève désormais à 640 personnes pour Prez. Cette taxe concerne les personnes âgées de 18 à 40 ans.

Dicastère 2 - Formation

Les comptes de l'école primaire sont présentés en deux parties : d'une part, la configuration actuelle avec la commune de Ponthaux, et d'autre part, la nouvelle configuration prévue sans Ponthaux dès août 2025. Cette situation rend les comparaisons avec l'année précédente difficiles.

Concernant les camps de ski, une partie aura lieu en janvier 2025, tandis qu'une autre est prévue pour 2026, ce qui complique la lecture des comptes.

Pour la rentrée 2025/2026, il est envisagé de conserver un container scolaire, avec plusieurs scénarios allant d'un à trois containers selon les effectifs. Une discussion avec le canton est en cours, et le scénario le plus probable prévoit un container pour l'année prochaine.

Le seul grand changement prévu, dans le cadre de l'école primaire, concerne les transports scolaires, qui seront confiés à un prestataire externe dès la rentrée 2025. Un appel d'offres public sera lancé dans la mesure où nous dépassons le seuil fixé à CHF 250'000.--/an, le budget étant basé sur une offre indicative des transports publics fribourgeois (TPF).

Accueil extra-scolaire (AES)

L'AES connaît des pics de fréquentation certains jours, notamment à midi, posant des difficultés de gestion du personnel. Avec le départ de Ponthaux prévu pour août 2025, il reste difficile d'estimer les EPT nécessaires. Dans le budget, nous avons tenu compte de l'économie de 0.5 EPT dès le mois d'août 2025.

Un nouveau règlement relatif à l'AES sera prochainement voté par le Conseil général. L'augmentation des tarifs devra être conséquente, dans l'ordre de 20 à 25 % si nous souhaitons couvrir les coûts. Pour rappel, notre AES réalise des déficits constants depuis plusieurs années.

Le principe de l'AES est de viser l'équilibre financier une fois les subventions communales comptabilisées. Selon les demandes de la Commission financière, les frais des bâtiments seront également imputés dans les coûts.

Dicastère 3 – Culture, sport et loisirs

Les comptes de l'église de Noréaz sont équilibrés.

Le budget pour la Bibliothèque régionale d'Avry (BRA) est provisoire et basé sur 2024, soit CHF 14.-- par habitant. L'avenir de la BRA reste incertain (cf. l'article dans le journal « La Liberté »).

Pour le marché villageois prévu en 2025, bien que des frais soient inscrits au budget, son organisation par la commune reste à confirmer.

Un budget provisoire de deux fois CHF 16'000.-- est prévu pour les terrains de football, pour le FC Piamont et le FC Prez-Grandsivaz, les discussions sont encore en cours avec les deux clubs.

Un montant de CHF 10'000.-- est prévu pour participer aux frais de réfection de la pelouse de Noréaz, qui a été endommagée durant l'été, à cause de ponte d'œufs d'insectes.

Dicastère 4 et 5 – Santé et prévoyance sociale

Les charges liées dans le domaine de la santé sont stables.

Les coûts de l'aide sociale diminuent légèrement.

À la suite du départ de la commune de Ponthaux annoncé très tardivement, une réorganisation de l'Association Régionale des Communes Ouest-Sarinoises (ARCOS) a été nécessaire, augmentant légèrement les coûts. L'ARCOS n'a pas eu le choix d'accepter le départ de Ponthaux à la dernière minute afin de respecter des directives cantonales. Cette modification ne figure pas dans le budget présenté.

Les subventions pour l'école maternelle sont en forte demande. Par conséquent, le budget est à nouveau revu à la hausse cette année.

Un budget de CHF 6'000.-- est prévu pour l'organisation d'activités dans le cadre du programme « Senior+ ».

Le repas de Noël des seniors est toujours prévu pour 2025, mais le montant a été adapté. Les budgets des dernières années étaient largement trop élevés.

Dicastère 6 – Trafic et télécommunications

Les économies réalisées grâce à l'installation de LED dans l'éclairage public ne sont pas encore précisément estimées et seront adaptées l'année prochaine.

Un·e nouveau·elle collaborateur·trice à la voirie sera engagé·e dès mai 2025 pour anticiper un départ à la retraite et pallier une absence prolongée à 50 %. Il y a beaucoup d'heures supplémentaires à la voirie.

Concernant l'entretien des routes, un budget de CHF 20'000.-- est prévu pour un passage piéton et l'éclairage y relatif à Corserey, ainsi que CHF 25'000.-- pour la démolition du local des pompiers en bordure de route, selon l'appel d'offres réalisé.

Le budget alloué au remboursement des abonnements de transports publics a été corrigé à la hausse pour répondre à la forte demande.

Dicastère 7 – Protection de l'environnement et aménagement du territoire

Approvisionnement en eau

Les prestations de tiers se rapportent au contrat avec SINEF SA que nous avions voté en 2022.

Le plan nitrates visant à protéger la source de Noréaz n'est pas subventionné par la Confédération en raison de son périmètre restreint. Les frais pour la commune sont donc plus élevés qu'initialement prévu. Cette situation entraînait des répercussions notables pour les agriculteur·trice·s. Une grande partie de la plaine aurait dû être mise en prairie de manière permanente, ce qui n'était pas réaliste. Nous avons donc décidé de partir sur un plan nitrates là où les risques sont les plus élevés et avons limité au maximum le périmètre nitrates. Les résultats sont encourageants et semblent démontrer une efficacité.

Nous rencontrons également des difficultés financières pour équilibrer les comptes de l'eau potable et des eaux usées. Pour l'eau potable, il manque CHF 155'000.-- afin d'éviter les prélèvements sur les réserves. Une augmentation du prix au m^3 serait nécessaire pour garantir l'équilibre financier du dicastère.

Traitement des eaux usées

Les frais de participation à la station d'épuration des eaux usées (STEP) augmentent en raison des coûts de construction à Pensier.

Nous rencontrons également des problèmes de financement pour les eaux usées. Comme pour l'eau potable, il faudrait augmenter la taxe proportionnelle au m^3 afin de garantir l'équilibre du dicastère. Actuellement, il manque CHF 104'000.-- afin d'éviter les prélèvements à la réserve.

En l'état, le Conseil communal renonce à augmenter les taxes liées à l'eau potable et les eaux usées en raison de l'augmentation conséquente qui a déjà eu lieu pour les habitant·e·s de Corserey et de Noréaz après l'entrée en vigueur des nouveaux règlements y relatifs. Une nouvelle hausse ne serait pas bien accueillie par la population, mais elle risque de devenir inévitable dans les prochaines années.

Déchets

Les frais de ramassage et de décharge augmentent légèrement, principalement à cause de la hausse des coûts pour le ramassage des branches. Cependant, le taux de couverture demeure excellent.

Les taxes prélevées sont comparables à celles du budget 2024.

Correction cours d'eau et lutte contre la pollution

Deux études sont prévues concernant l'entretien des ruisseaux. La première porte sur le Palon, secteur Sarina, en amont de la route, et la seconde concerne la plaine de Seedorf. Ces études bénéficieront d'importantes subventions, couvrant au minimum 80 % des coûts, et potentiellement jusqu'à 95 %. Les travaux de revitalisation de la plaine de Seedorf seront réalisés avec les communes d'Avry et La Brillaz selon une clé de répartition. Le montant au budget 2025 ne concerne que l'étude.

Les frais alloués au label « Cité de l'Energie » concernent exclusivement l'accompagnement par M. André Lehmann et la cotisation annuelle. L'année 2025 sera une phase de transition et de réflexion autour du plan climat proposé par le Conseil général.

Aménagement du territoire

Les frais pour rejoindre le projet d'agglomération de 5e génération (PA5) s'élèvent à CHF 21'598.--. La première phase des deux projets soumis au PA5 ont été acceptés, et le Conseil communal juge pertinent de continuer à participer aux discussions.

Les coûts de l'Association régionale de la Sarine (ARS) augmentent, notamment en raison de la participation au volet « tourisme ». La clé de répartition est encore en discussion, et notre commune a exprimé son désaccord face au budget proposé. Le montant budgété pour 2025 correspond à la première proposition de cette clé de répartition.

Dicastère 8 – Economie publique

Le plan de gestion de l'Arbogne reste identique à celui de 2024, les frais budgétés demeurant stables sur plusieurs années.

Les coûts relatifs à la Corporation de triage forestier sont conformes au budget transmis aux communes. Il n'y avait rien à payer l'année dernière, en raison des excellents résultats obtenus.

Dicastère 9 – Finances et impôts

Concernant l'augmentation des impôts sur le revenu des personnes physiques, le calcul repose sur la moyenne des prévisions optimistes du Service cantonal des contributions (SCC) et nos propres estimations, basées sur les acomptes facturés, l'inflation et la croissance de la population.

Pour l'impôt sur la fortune des personnes physiques, nous nous appuyons sur les prévisions du SCC, qui indiquent une légère reprise après une diminution significative liée au Covid.

La contribution immobilière a été ajustée à la hausse à la suite des projections de 2024. Avec l'aide du cadastre, toutes les personnes concernées sont correctement facturées, sans exception.

Pour les impôts spéciaux, le budget 2025 est très proche de celui de l'année précédente. Il est basé sur une moyenne des trois dernières années et les projections pour 2024.

M. le Président le remercie pour ces explications. Il donne la parole à la Commission financière pour la lecture de son rapport.

Mme Ludivine Besomi Chatagny, Présidente de ladite Commission, prend la parole.

En date du 13 novembre 2024, la Commission financière a rencontré M. Phillipe Jolliet pour la présentation du budget de fonctionnement et des investissements 2025. Une séance supplémentaire a été organisée en date du 28 novembre 2025 avec les membres du Conseil Communal afin d'aborder le plan financier qui posait quelques questionnements.

Les membres de la Commission financière se sont ensuite réunis le 5 décembre 2024 afin d'étudier les informations reçues et de se positionner sur les budgets de fonctionnement et des investissements 2025.

De manière générale, malgré des projections négatives et un déficit structurel récurrent, de « bonnes surprises » ont conduit à un résultat net positif ces dernières années. Il est donc judicieux d'attendre le résultat définitif de 2024 avant de finaliser les réflexions engagées et de prendre les mesures nécessaires pour pérenniser les finances communales. Toutefois la majorité de la Commission financière est d'avis qu'une augmentation d'impôt aurait été judicieuse dès 2025. Ses membres demandent dès lors au Conseil communal d'étudier le sujet et de proposer un vote durant l'année à venir avec une mise en œuvre dès 2026.

Le budget de fonctionnement 2025 propose un résultat déficitaire. Conscient·e·s de la compétence des responsables des finances et des efforts fournis afin de limiter les dépenses, les membres de la commission jugent toutefois nécessaire qu'une attention particulière soit portée aux points suivants afin de limiter au maximum la perte estimée :

- Rationalisation des charges communales.
- Stratégie financière relative aux changements de l'AES : nouveaux tarifs à appliquer, conséquences, gestion rigoureuse du partage des biens à la suite du départ de la commune de Ponthaux.
- Gestion organisationnelle et financière des transports scolaires. Les membres de la Commission financière relèvent leur rôle dans la comparaison des offres.

La pérennisation du secteur des finances au niveau du personnel communal est également un point essentiel. Les budgets pourraient alors être calculés et présentés plus sereinement à la Commission financière.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission financière recommande au Conseil général d'approuver le budget de fonctionnement 2025 tel que présenté.

M. le Président la remercie et ouvre la discussion générale.

La parole n'étant pas demandée, il n'y a pas d'opposition à une entrée en matière.

M. le Président ouvre la discussion de détails, dicastère par dicastère.

Dicastère 0 – Administration générale

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

Dicastère 1 – Ordre et sécurité publics, défense

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

Dicastère 2 - Formation

La discussion est ouverte.

M. Jean-Marc Meuwly, à titre personnel, concernant le montant prévu de CHF 10'500.-- pour l'achat de 25 chaises, soit CHF 420.-- par chaise. Quelle est la nature de cet achat ? A qui sont-elles destinées ?

Mme Séverine Egger : dans le cadre de la répartition du matériel avec la commune de Ponthaux, un accord a été trouvé. Sur les 75 chaises achetées avec le budget commun du cercle scolaire, Ponthaux en conservera 25. Ces dernières devront être rachetées pour l'école de Prez-vers-Noréaz. En plus de ces chaises, nous avions acheté divers équipements informatiques et avons équipé entièrement deux classes enfantines avec le budget commun. Globalement, nous ne sommes pas perdant·e·s.

La parole n'est plus demandée.

Dicastère 3 – Culture, sport et loisirs

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

Dicastère 4 – Santé

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

Dicastère 5 – Prévoyance sociale

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

Dicastère 6 – Trafic et télécommunications

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

Dicastère 7 – Protection de l'environnement et aménagement du territoire

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

Dicastère 8 – Economie publique

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

Dicastère 9 – Finances et impôts

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

La discussion est close.

Nous procédons à l'adoption du budget en votant à main levée. Les scrutateurs comptent les votes.

Celles et ceux qui approuvent le budget 2025 lèvent la main.

Le budget 2025 est approuvé à l'unanimité.

---

5. Budget des investissements 2025

M. le Président donne la parole au Conseil communal pour la présentation des objets relatifs au budget des investissements.

M. Philippe Jolliet prend la parole.

Dans le tableau (cf. le document « Budget des investissements 2025 » soumis à l'ordre du jour de la séance du 10 décembre 2024), les investissements non terminés à reporter en 2025 sont en bleu, et les nouveaux investissements, en vert. Les investissements non reportés et terminés seront présentés lors de la séance des comptes 2024.

L'investissement « Valtraloc - Frais d'étude Corserey » est abandonné dans la comptabilité communale, car les montants votés à l'époque par l'ancienne commune de Corserey ne correspondent plus à la réalité actuelle. Cet investissement devra être discuté avec le canton et revoté en temps voulu, avec un devis actualisé.

L'investissement « Bassin de rétention eaux claires » de Corserey est également abandonné, car les mesures liées au Plan général d'évacuation des eaux (PGEE) ayant été revues, cet investissement ne se justifie plus.

Pour ce qui est de la suite, je présenterai les éléments financiers puis donnerai la parole au·à la Conseiller·ère communal·e responsable pour les détails.

Investissement 1 – Assainissement de la butte de tir 50 m à Corserey

M. Philippe Jolliet présente les éléments financiers.

Le crédit demandé est de CHF 80'500.--. La subvention pour cet investissement est importante. MCH2 nous demande de séparer les investissements en charge et en produit. Nous devrons également amortir la subvention. Le coût effectif de cet investissement est faible.

M. Philippe Jolliet donne la parole à Mme Isabelle Staub Barbey.

Mme Isabelle Staub Barbey prend la parole.

Le secteur des anciennes installations de tir à 50 m, la ciblerie et la butte sur les art. 50 et 133 RF de la commune de Prez, secteur Corserey, nécessite un assainissement du point de vue des lois sur la protection des eaux.

Un diagnostic de pollution datant de 2017 a permis de délimiter la zone polluée au plomb au niveau du stand de la ciblerie et de la zone d'impact des balles.

En 2019, l'ancienne commune de Corserey a mandaté le bureau Hydrosol afin d'établir un projet d'assainissement. Dans ce projet, les analyses faites démontrent des concentrations de plomb comprises entre 79 et 17'716 mg/kg. La surface de la zone fortement contaminée, soit plus de 1'000 mg de plomb/kg, est d'environ 150 m^2.

Les sols forestiers et les eaux de surface, l'Arbogne, constituent des biens menacés par la pollution au niveau des installations de tir. Une décontamination se justifie car du matériel provenant des zones d'impact pourrait atteindre le ruisseau à la suite de processus d'érosion. Le site présente une forte pente en direction de l'Arbogne et le risque d'entraînement des terrains pollués lors des crues de l'Arbogne est considérable.

A Corserey, l'urgence de l'assainissement est considérée comme relativement élevée en raison du caractère imprévisible des crues de l'Arbogne pouvant éroder ou atteindre la zone polluée.

Le volume des matériaux à excaver a été estimé à 66 m^3 ce qui représente environ 125 tonnes. Avant leur évacuation, les matériaux pollués seront stockés provisoirement sur une place en grave existante sur l'art. 127 RF de la commune de Prez, secteur Corserey. Une piste provisoire d'environ 55 m sera aménagée.

Le montant de l'assainissement comprend les travaux forestiers, la construction de la piste d'accès, l'excavation et l'évacuation des matériaux pollués, les taxes de traitement et de décharge, la démolition et l'évacuation de la ciblerie, la remise en état du site, l'organisation et le suivi du chantier.

<u>Investissement 2 – Remplacement des automates obsolètes et optimisation du chauffage/ventilation du complexe de Noréaz</u>

M. Philippe Jolliet présente les éléments financiers.

Il n'y a pas d'aspect particulier pour cet investissement. Le taux d'amortissement est fixé à 3 % pour un crédit demandé de CHF 92'000.--. Il est prévu de souscrire un emprunt pour financer ce projet.

M. Philippe Jolliet donne la parole à M. Lionel Schouwey.

M. Lionel Schouwey prend la parole.

Bonsoir,

Je souhaiterais préciser les deux aspects couverts par cet investissement.

Le premier, auquel nous ne pourrons échapper, concerne l'obsolescence de ces automates, qui ne sont plus produits depuis 2020. En cas de panne, nous pourrions avoir la chance d'en trouver

encore en stock. Dans le cas contraire, il nous faudrait procéder à un investissement similaire dans l'urgence, avec tous les surcoûts que cela pourrait entraîner.

Le deuxième aspect vise à profiter de cette rénovation pour améliorer l'efficience de la ventilation et du chauffage du site de Noréaz. Cela passe par de petits investissements tels que la mise en place d'une meilleure régulation du chauffage à distance, l'ajustement de l'emplacement des sondes de température extérieures, ainsi que la remise en fonction du chauffage au sol existant mais inutilisé à ce jour.

Dans le cadre de ce plan d'investissement, nous avons été informés que le chauffage au sol n'est peut-être pas utilisé pour des raisons valables. Nous mènerons une investigation à ce sujet. Selon les spécialistes, ce chauffage au sol fait partie intégrante du concept de chauffage de la salle. Certaines pannes actuelles pourraient être liées à une surutilisation de la ventilation, résultant d'un manque de coordination avec le chauffage au sol prévu initialement.

Le crédit d'investissement proposé ce soir est conséquent. Par conséquent, nous demanderons des offres concurrentielles. Une fois que nous aurons reçu ces offres et obtenu des explications sur la non-utilisation du chauffage au sol, nous procèderons aux transformations nécessaires afin de pallier l'obsolescence des automates.

Investissement 3 – Réfection du Chemin de St-Jacques à Noréaz

M. Philippe Jolliet présente les éléments financiers.

Le crédit demandé est de CHF 110'000.--. Comme cet investissement concerne des aspects liés aux routes et aux conduites, le taux d'amortissement retenu est de 2,5 %, conformément à celui des routes. Cependant, il serait préférable de différencier les coûts liés aux routes de ceux liés aux conduites. La partie relative aux conduites devrait être amortie sur une période de 80 ans, et non de 50 ans, comme cela est le cas pour les routes.

M. Philippe Jolliet donne la parole à M. Pierre Bovet.

M. Pierre Bovet prend la parole.

Il s'agit de la réfection du Chemin de St-Jacques, ou plutôt de son sous-sol, afin d'assainir les infrastructures de génie civil, notamment les routes, canalisations et conduites communales. Ce projet vise à garantir un approvisionnement en eau ainsi qu'une évacuation des eaux usées adéquats pour le quartier en cours d'extension. Lorsque nous avons ouvert la route pour alimenter la première villa, nous avons trouvé de l'adduction d'eau, des collecteurs d'eau mixtes pour les eaux usées et claires, des fils électriques de Swisscom, et des services auxiliaires tels qu'un téléréseau. Par la suite, nous avons constaté que nous ne pouvions pas laisser ces tuyaux et conduites dans cet état dans un souci permanent d'assainir les réseaux d'évacuation et d'approvisionnement en eau. Le service technique a réalisé un projet qui a révélé les frais suivants : CHF 41'000.-- pour les travaux routiers sur 105 m, CHF 17'000.-- pour les travaux de collecteurs, CHF 19'000.-- pour l'adduction d'eau, des frais ont également été prévus pour des divers imprévus et les frais d'ingénieurs. Le montant total de ces travaux est évalué à CHF 98'000.--, soit une demande de CHF 110'000.-- afin d'avoir une petite marge de manœuvre pour cet investissement qui sera réalisé en début d'année.

M. le Président les remercie et donne la parole à la Commission financière pour la lecture de son rapport.

Mme Ludivine Besomi Chatagny, Présidente de ladite Commission, prend la parole.

Les membres de la Commission financière regrettent que le message relatif au budget du nouveau complexe scolaire ne reflète pas de manière réaliste la situation financière qui en découle. En effet, d'importants efforts doivent être entrepris afin de rendre ce projet possible. A cet effet, les membres de la Commission financière demandent qu'une analyse des risques pour la vente des biens communaux soit effectuée. Il pourrait également être judicieux de prioriser les investissements prévus.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission financière recommande au Conseil général d'approuver le budget des investissements tel que présenté.

M. le Président la remercie et ouvre la discussion générale sur le budget des investissements.

La parole n'étant pas demandée, il n'y a pas d'opposition à une entrée en matière.

M. le Président ouvre la discussion de détails sur les nouveaux investissements, investissement par investissement.

Investissement 1 – Assainissement de la butte de tir 50 m à Corserey

La discussion est ouverte.

La parole n'est pas demandée, la discussion est close.

Nous procédons à l'adoption de ce premier investissement en votant à main levée. Les scrutateurs comptent les votes.

Celles et ceux qui approuvent cet investissement lèvent la main. Celles et ceux qui désapprouvent cet investissement lèvent la main.

L'investissement relatif à l'assainissement de la butte de tir 50 m à Corserey est accepté par 28 oui et 1 contre-épreuve.

Investissement 2 – Remplacement des automates obsolètes et optimisation du chauffage/ventilation du complexe de Noréaz

La discussion est ouverte.

M. Simon Zurcher, à titre personnel : le 26 novembre 2024, nous avons eu la séance de préparation du groupe de Prez-vers-Noréaz dans le complexe de Noréaz, et il faisait extrêmement chaud. Est-ce toujours comme ça ? Bien que les appareils soient obsolètes, ne serait-ce pas possible de mieux les régler ?

M. le Président répond qu'il y a deux sortes de régulation dans le complexe de Noréaz, à savoir les réflecteurs dans la grande salle, et le chauffage se situant dans la partie rénovée. Dans cette

dernière partie, avec l'effet d'inertie du bâtiment, il y a une certaine chaleur qui est générée en hiver dans cette salle.

M. Lionel Schouwey : je ne sais pas si tous les réglages étaient corrects à cette période. Dans l'investissement, des mesures sont prévues, comme déplacer les sondes de température extérieures, actuellement trop proches du bâtiment. Ce sont des choses qui permettront une meilleure régulation normalement.

M. Jean-Marc Meuwly, à titre personnel : lors de la réception de l'ouvrage, avez-vous bien reçu un certificat du chauffage qui a été mis sous pression ?

M. Lionel Schouwey : je n'ai pas regardé cet aspect-là, mais j'imagine qu'il y a un protocole pour ce qui est technique.

M. Jean-Marc Meuwly, à titre personnel : il n'y a pas de chauffage au sol dans la salle de sport, uniquement dans la nouvelle partie, l'agrandissement, est-ce bien cela ?

M. Lionel Schouwey : selon le prestataire qui est venu sur place, il y a également un chauffage au sol dans la salle de gymnastique, ce qui nous a étonné.

La parole n'est plus demandée, la discussion est close.

Nous procédons à l'adoption de ce deuxième investissement en votant à main levée. Les scrutateurs comptent les votes.

Celles et ceux qui approuvent cet investissement lèvent la main.

L'investissement relatif au remplacement des automates obsolètes et optimisation du chauffage/ventilation du complexe de Noréaz est accepté à l'unanimité.

<u>Investissement 3 – Réfection du Chemin de St-Jacques à Noréaz</u>

La discussion est ouverte.

M. Claude Friderici, pour le groupe de Noréaz : je précise que mon intervention est basée sur les documents reçus et non sur les informations obtenues lors de cette séance.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil communal,
Cher·ère·s collègues du Conseil général,

Voici pour le moins un message qui suscite de nombreuses interrogations de la part du groupe de Noréaz. En effet, selon l'intitulé du crédit d'investissement, il s'agit de la réfection du Chemin de Saint-Jacques à Noréaz. Or, dans le message, il n'est fait mention que de l'assainissement d'une conduite privée du réseau et que des travaux ont déjà été entrepris.

D'autre part, l'absence de plan rend difficile pour les membres du Conseil général de se rendre compte de l'emplacement prévu des travaux et de l'étendue de ceux-ci.

Je remercie dès lors le Conseil communal de répondre aux questions suivantes :

- S'agit-il d'une conduite privée ? Et dans l'affirmative est-ce qu'une participation des propriétaires a été négociée ?
- Quelle part de l'investissement sera à charge des comptes des eaux, claires et usées, et des routes ?
- Est-il possible de recourir à un prélèvement du financement spécial « maintien de la valeur » s'agissant de travaux sur un tronçon existant ?
- Quelle part de l'investissement pourrait être amortie à un taux plus bas et à quel taux ?
- Et finalement, la demande de crédit est-elle basée sur une offre ?

M. Pierre Bovet : il ne s'agit pas d'une conduite privée, mais d'un devoir communal, qui est d'alimenter un quartier et fournir un point de raccordement conforme à la position des parcelles. Les particulier·ère·s devront payer eux·elles-mêmes leur raccordement à cette nouvelle conduite communale, relativement courte, qui doit permettre d'alimenter les zones en construction. Concernant l'amortissement, celui-ci sera calculé en fonction des affectations des dépenses. Cette demande d'investissement repose sur une offre établie par M. Sapin, du Bureau d'études Jeanneret. Quant au prélèvement sur le financement spécial « maintien de la valeur », il s'agit d'une opération comptable effectuée à la fin de l'exercice.

M. Philippe Jolliet : en ce qui concerne le prélèvement sur le financement spécial « maintien de la valeur », nous attendons encore des réponses du canton et de notre fiduciaire BDO. À ce jour, il n'est pas clair si, et dans quelle mesure, nous pourrons utiliser cette réserve, bien qu'elle soit déjà conséquente. Idéalement, ce type de travaux devrait pouvoir en bénéficier.

M. Pierre Bovet rappelle que la réserve de « maintien de la valeur » est destinée au financement des travaux visant à préserver l'état du réseau. Ces travaux y répondent partiellement, car il s'agit d'une nouvelle conduite en remplacement de l'ancienne, qui sera démantelée. Les nouvelles infrastructures sont en principe financées par les taxes de raccordement. Cependant, ces taxes deviennent de plus en plus difficiles à percevoir, car les zones à construire se réduisent. Bien que nous puissions prévoir des taxes de raccordement pour de nouveaux projets, ceux-ci sont de moins en moins nombreux. Par ailleurs, certaines taxes ont été perçues avant la fusion des communes et sont considérées comme des charges de préférence, que nous ne pouvons plus exiger après un délai de cinq ou six ans.

La parole n'est plus demandée, la discussion est close.

Nous procédons à l'adoption de ce troisième investissement en votant à main levée. Les scrutateurs comptent les votes.

Celles et ceux qui approuvent cet investissement lèvent la main. Celles et ceux qui désapprouvent cet investissement lèvent la main. Celles et ceux qui s'abstiennent lèvent la main.

L'investissement relatif à la réfection du Chemin de St-Jacques à Noréaz est accepté par 28 oui et 1 abstention.

Avant de passer au point 6, **M. le Président** propose une pause de 10 minutes, il est 21h45.

M. le Président reprend la séance, il est 21h55.

6. Plan financier 2025-2029

M. le Président donne la parole au Conseil communal pour la présentation de l'objet.

M. Philippe Jolliet prend la parole.

Pour expliquer un peu l'historique, nous devions transmettre le plan financier le 20 novembre 2024 au plus tard. A ce moment-là, nous n'avions pas les nouveaux chiffres pour le complexe scolaire, sportif et culturel, qui vous ont été présentés ce soir.

La version qui a été déposée sur le site internet communal en vue de la séance de ce soir concernait un projet avec un complexe à CHF 27,8 millions TTC. Celui-ci n'est plus actuel, mais je pense qu'il est tout de même important de le commenter.

Le plan financier avant le redimensionnement du projet met en lumière plusieurs problèmes principaux :

- Une augmentation de plus de CHF 20 millions de notre dette, soit une hausse très importante de notre taux net d'endettement, atteignant 230 %. Cela aurait fait de notre commune la plus endettée de la Sarine, dont la médiane est bien inférieure, puisqu'elle se situe à 22 %.
- Une nécessité d'augmenter les impôts de 15 points sans tenir compte de l'augmentation du potentiel de construction.
- Une perte de flexibilité pour les futurs investissements, en dehors du complexe scolaire, du projet de valorisation de traversée de localité (Valtraloc) et quelques dépenses de moins de CHF 100'000.--.
- Un risque notable qu'un taux d'impôt à 100 % ne suffise plus à équilibrer les comptes et à couvrir les besoins fiscaux, en cas de baisse de la croissance fiscale, d'une hausse des charges liées plus élevée que celle planifiée, ou de dépassement du budget de CHF 27,8 millions pour la construction de ce nouveau complexe scolaire. Toute augmentation au-delà de 100 % nécessite une autorisation exceptionnelle du Conseil d'État, un seuil qu'aucune commune du canton n'a atteint.

Ce soir, nous vous présentons un nouveau plan financier, qui sera prochainement disponible sur le site internet communal. Il inclut les mêmes investissements pour les cinq prochaines années, mais s'appuie sur les nouveaux montants du devis estimatif.

Le montant total de l'emprunt pour le complexe scolaire est réparti comme suit :

- En 2025 : un peu plus de CHF 2 millions, en tenant compte du crédit d'étude de CHF 1,95 millions.
- En 2026 : un peu plus de CHF 5 millions.
- En 2027 : un peu plus de CHF 10 millions.
- En 2028 : un peu plus de CHF 16 millions, le montant de l'emprunt le plus élevé.
- En 2029 : nous devrions pouvoir toucher la subvention cantonale et vendre certains bâtiments communaux, comme la salle dans laquelle nous sommes réuni·e·s ce soir.

Pour calculer l'emprunt nécessaire au financement du projet de complexe scolaire, dont le coût s'élève à CHF 18'420'240.--, y compris le crédit d'étude estimé à CHF 1,95 million, il faut tenir compte d'une subvention estimée à 5 %, soit CHF 921'000.--. Ce pourcentage résulte de discussions avec M. Frédéric Baldy, adjoint de l'architecte cantonal, qui a expliqué avoir réalisé une analyse empirique sur les 12 derniers projets financés par le canton. Les subventions accordées variaient entre 2,8 % et 6 % ; les 16,8 % figurant dans la loi ne sont jamais atteints. Cet écart s'explique par l'exclusion de certains éléments non subventionnables, comme le bureau de la direction. Une réflexion est en cours pour explorer la possibilité d'engager des démarches auprès du canton afin de moderniser cette législation, qui date de plus de 20 ans.

Conformément à l'ancien plan financier, une somme de CHF 500'000.-- sera prélevée sur l'épargne communale. Les ventes de biens sont estimées à CHF 5'650'000.--. Par ailleurs, l'acquisition du terrain de l'actuel parking de l'école, d'un montant de CHF 770'000.--, reste à effectuer.

Des ventes de terrains et d'habitations sont prévues pour 2025, notamment la Carrée communale à Corserey, pour laquelle le Conseil général a déjà accordé au Conseil communal une délégation de compétence pour la vente. Une autre vente concerne un terrain situé à proximité de la station d'épuration (STEP) à Corserey, estimé entre CHF 1,3 et 1,5 million. Lors d'une prochaine séance du Conseil général, le Conseil communal demandera vraisemblablement une délégation de compétence pour cette vente. Ces biens ont été estimés précisément par Raiffeisen Immobilier.

D'autres ventes sont envisagées pour 2028 ou 2029, notamment la salle communale de Prez-vers-Noréaz, ainsi que les anciennes écoles de Corserey et de Noréaz. Une évaluation plus détaillée est prévue pour examiner les différentes options possibles. Actuellement, ces bâtiments sont estimés à CHF 3,5 millions.

Les coefficients mentionnés dans le plan financier restent inchangés par rapport à ceux du premier plan présenté. Toutefois, des projections ont été ajoutées pour les années 2030 et 2031. Le plan financier constitue une hypothèse de travail, qui ne sera pas nécessairement soumise par le Conseil communal au Conseil général lors de la prochaine séance.

Ce plan prévoit une augmentation de la contribution immobilière à 2 ‰ dès 2026, représentant une hausse de CHF 333'000.-- par point. Ce taux correspond à la moyenne appliquée dans le district de la Sarine.

L'objectif est de prévoir une augmentation d'impôt aussi modérée que possible, tout en garantissant l'équilibre des comptes à moyen terme. Une hausse d'impôt à 86 centimes dès 2026 est envisagée, ce qui permettrait de retrouver un résultat financier positif. Cette augmentation serait suivie de trois centimes supplémentaires en 2028, ce qui permettrait de se rapprocher de l'équilibre en 2028 et 2029. Les comptes redeviendraient positifs à partir de 2030 et 2031.

Le plan tient également compte de potentielles économies estimées à CHF 150'000.-- dès 2029, liées notamment aux transports scolaires, au chauffage et à certains amortissements. Par

ailleurs, la vente de patrimoine impactant la fortune au bilan offrirait une marge de manœuvre suffisante.

Enfin, un taux d'impôt de 89 centimes pourrait être envisagé comme hypothèse afin de garantir une réserve en cas de dépassements de coûts ou de nouveaux investissements. Ce taux, actuellement appliqué dans des communes telles que Marly et Ponthaux, reste raisonnable.

M. le Président le remercie et précise que comme mentionné à l'art. 4 du Règlement du Conseil général (RCG), les attributions du Conseil général se limitent à prendre acte du plan financier. Il ouvre la discussion.

M. Pierre-Alain Egger, à titre personnel : une augmentation d'impôt de quatre points n'est rien d'autre que de retrouver le taux d'avant fusion pour près de 75 % de la population. La réduction temporaire du taux d'imposition, utilisée pour faciliter l'acceptation du vote sur la fusion, reflète bien une stratégie des instances dirigeantes. Cependant, cette approche a contribué à nous placer dans la situation financière actuelle, marquée par un problème structurel persistant, que l'on parle ou non du complexe scolaire.

Tout cela s'inscrit dans la même logique que celle des rapports établis sur l'état des routes dans nos trois villages. Selon ces rapports, la seule route considérée comme étant en mauvais état était la route pavée de Prez-vers-Noréaz, bien connue, et qui passera bientôt sous la responsabilité de l'État. J'ai l'impression que ces rapports ont été négligés ou mal pris en compte, surtout lorsqu'on observe les investissements routiers réalisés depuis la fusion.

Il sera indispensable, comme évoqué, de bien examiner les dépenses, de prioriser et/ou de temporiser certains investissements. Avec une gestion stricte des finances communales, nous pourrons limiter l'ampleur de la hausse des impôts.

Quant aux propositions de rénovation de nos anciens bâtiments scolaires, il est important de rappeler qu'elles entraîneraient toujours des charges élevées liées aux transports scolaires, en plus des coûts de rénovation, souvent équivalents, voire supérieurs, à ceux d'une construction neuve. Ceux·celles qui, dans le privé, ont entrepris une transformation complète d'un bâtiment peuvent en témoigner.

Soyons pragmatiques et réfléchi·e·s : trouvons un équilibre entre l'augmentation nécessaire des impôts et une gestion efficace et rigoureuse de nos dépenses.

M. Mario Ramalho, à titre personnel : j'ai quelques questions concernant les perspectives. En 2030 et 2031, selon les prévisions, nous serons dans une situation positive, mais cela n'inclut pas tous les investissements à venir. Prenons par exemple le cas du projet Valtraloc à Corserey, qui est actuellement abandonné, mais qui pourrait être repris ultérieurement. Cela soulève la question de savoir si nous serons réellement en mesure de maintenir un budget équilibré, ou si nous risquons de retomber dans une situation déficitaire. Pourra-t-on, à terme, disposer d'un budget structuré et durablement positif, ou serons-nous à nouveau confronté·e·s à ce même schéma ?

M. Philippe Jolliet : il faut être conscient·e·s que notre dette par habitant·e, actuellement négative, passera le seuil des 100 %. Nous pourrions atteindre un taux comparable à celui de la

commune de Belfaux, autour de 140 %. Cela dépendra néanmoins de l'évolution des impôts. Il est certain que nous aurons une dette à rembourser, mais une dette de CHF 12 millions reste plus gérable qu'une dette de CHF 20 millions. Il convient de noter que d'autres communes de taille comparable ont réalisé des projets similaires, autour de CHF 15 millions. Cependant, aucun projet de CHF 27 millions n'a été entrepris par une commune de notre taille, une telle initiative est sans précédent.

Cela aura un impact sur nos capacités d'investissement futures. Il y a toutefois des éléments positifs, notamment la tendance à la baisse des taux d'intérêt. Le taux actuel de 1,5 % pourrait être revu à la baisse, ce qui serait avantageux, surtout si ce taux est fixé pour une période de 10 à 15 ans. En augmentant les impôts comme prévu, nous devrions disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour faire face à d'éventuelles difficultés.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

---

7. Validation des statuts du Consortium pour l'alimentation en eau de la ville de Fribourg et des communes voisines (CEFREN) et adhésion de la commune au CEFREN

M. le Président donne la parole au Conseil communal pour la présentation de l'objet.

M. Pierre Bovet prend la parole et commence par rappeler qu'une documentation complète a été transmise aux membres afin qu'il·elle·s puissent s'informer sur le CEFREN, notamment sur le mode d'alimentation des communes de la région fribourgeoise.

L'Association intercommunale pour l'alimentation en eau de Sarine-Ouest (AESO) s'approvisionne depuis 2018-2019 à près de 50 % auprès du CEFREN. C'est à partir de cette période que des mesures ont été prises afin de lutter contre le taux de chlorothalonil présent dans l'eau. Celles-ci comprenaient la réduction de la part de fourniture des communes membres contaminées, telles que les sources de la Sonnaz, de Lentigny ou de Maison Rouge, afin d'augmenter le taux de l'eau du CEFREN, qui est très pauvre en chlorothalonil. En outre, le rinçage du réservoir de la Perreire a permis de se rapprocher des normes cantonales qui seront prochainement imposées.

Nous sommes étroitement lié·e·s au CEFREN depuis longtemps et consommons désormais plus d'eau que ce que les conventions de l'époque nous le permettaient. Nous avons deux options : soit maintenir le statut de client auprès du CEFREN, ainsi la commune continuerait à payer CHF 65.-- l/min. Cette solution est viable mais ne garantit pas un approvisionnement à long terme, car les contrats de clients sont limités à 10 ans et peuvent ne pas être renouvelés, ou renégociés à des conditions moins favorables ; soit devenir membre du CEFREN, une option recommandée par l'AESO. Cette adhésion implique un « pas de porte » d'environ CHF 2 millions. Toutefois, cette somme sera rapidement rentabilisée grâce à une réduction des frais actuels, qui diminueront de CHF 25.-- l/min. Cela permettra de garantir un approvisionnement en eau sécurisé sur le long terme, avec des conditions prioritaires pour les communes membres.

Cette démarche s'inscrit dans l'harmonisation des réseaux d'approvisionnement en eau potable de toute la région fribourgeoise, conformément au plan sectoriel de l'eau publié par le canton, et vise à sécuriser l'approvisionnement régional.

M. le Président le remercie et donne la parole à la Commission financière pour la lecture de son rapport.

Mme Ludivine Besomi Chatagny, Présidente de ladite Commission, prend la parole.

Pour son approvisionnement en eau potable, la commune de Prez est membre de l'AESO. Pour l'association, et par extension pour ses membres, il devient crucial d'assurer son approvisionnement en eau potable par le CEFREN. En effet, la dépendance à l'approvisionnement externe à l'association a augmenté de plus de 35 % en 10 ans.

Une solution consiste en l'adhésion au CEFREN, qui implique une contribution d'entrée s'élevant à CHF 236'300.-- pour la commune de Prez. Cependant, il serait possible pour l'AESO d'assumer ce montant et de couvrir les charges y relatives sans que celles-ci n'engendrent d'augmentation du prix de l'eau.

Une deuxième solution serait l'officialisation du statut de client de l'AESO envers le CEFREN. Cette solution évite une contribution d'entrée de CHF 2,1 millions mais engendre un surcoût d'approvisionnement de CHF 37'500.--. De plus, la sécurisation de l'approvisionnement serait limitée à une période de 10 ans, sans garantie de renouvellement ou d'évolution.

Persuadé·e·s que la sécurisation de l'alimentation en eau est primordiale pour la commune, les membres de la Commission financière proposent d'approuver la première solution proposée, soit l'adhésion au CEFREN, avec les impacts financiers que cela peut impliquer.

M. le Président la remercie et ouvre la discussion générale sur les statuts du CEFREN.

M. Mario Ramalho, à titre personnel, demande ce que l'adhésion de la commune de Prez au CEFREN implique pour les autres communes membres de l'AESO.

M. Pierre Bovet répond qu'il est possible d'adhérer au CEFREN indépendamment des autres communes de l'AESO. Cependant, cela rendrait la gestion plus complexe pour l'AESO. En intégrant le CEFREN via l'AESO, les coûts liés aux infrastructures seront mutualisés, le calcul sera fait sur une heure, ce qui permettra à chaque commune membre de bénéficier d'un tarif réduit. En revanche, une adhésion directe de Prez entraînerait des coûts nettement plus élevés, notamment en raison des frais calculés au l/min. L'AESO souscrit 1'500 l pour l'ensemble des communes membres, avec le réservoir de la Perreire jouant un rôle de tampon.

Comme la parole n'est plus demandée, **M. le Président** précise que comme le vote concerne des statuts, il n'est pas possible de faire un amendement. L'art. 41 al. 1 du RCG et l'art. 7 al. 3 du Règlement d'exécution de la loi sur les communes (RELCo) précisent que les projets de règlement ou autres projets de décision doivent être mis en discussion article par article. Dans le cas présent, il s'agit de statuts, ce qui n'entre pas dans le cas de figure précité. Fort de ce constat, **M. le Président** propose que la discussion de détail se fasse chapitre par chapitre, et non article par article. Il demande si quelqu'un·e s'y oppose. Cela ne semble pas être le cas.

Nous procédons à l'adoption de cette proposition en votant à main levée. Les scrutateurs comptent les votes.

Celles et ceux qui approuvent que la discussion de détail des statuts du CEFREN se fasse chapitre par chapitre lèvent la main.

La proposition que la discussion de détail des statuts du CEFREN se fasse chapitre par chapitre est acceptée à l'unanimité.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

II. ORGANISATION

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

III. ASSEMBLEE DES DELEGUE-E-S

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

IV. COMITE DE DIRECTION

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

V. COMMISSION FINANCIÈRE ET ORGANE DE RÉVISION

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

VI. FINANCES

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

VII. INFORMATION ET ACCES AUX DOCUMENTS

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

VIII. NOUVEAU MEMBRE, SORTIE, DISSOLUTION

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

VIIIa DISPOSITION TRANSITOIRE

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

IX. DISPOSITIONS FINALES

La discussion est ouverte. La parole n'est pas demandée.

M. le Président demande s'il y a des remarques.

La parole n'est pas demandée. La discussion est close.

Nous procédons à l'adoption en votant à main levée. Les scrutateurs comptent les votes.

Celles et ceux qui approuvent les statuts du CEFREN lèvent la main.

Les statuts du Consortium pour l'alimentation en eau de la ville de Fribourg et des communes voisines (CEFREN) sont approuvés à l'unanimité.

M. le Président explique que le Conseil général doit désormais se prononcer sur l'adhésion de la commune de Prez au CEFREN. Il donne la parole au Conseil communal.

M. Pierre Bovet prend la parole et précise qu'en approuvant les statuts, la commune devient automatiquement membre du CEFREN. Cependant, pour des raisons de clarté, cette question est également soumise à un vote distinct à la demande des comités du CEFREN et de l'AESO.

Sur les statuts, il est question de révisions provisoires, partielles et complètes, car dans l'optique d'intégrer de nouveaux membres, le comité du CEFREN a d'abord révisé ses statuts afin qu'ils soient compatibles avec la loi sur l'eau de 2011 avant de proposer la révision totale des statuts aux nouveaux membres.

M. le Président le remercie et ouvre la discussion générale sur l'adhésion de la commune de Prez au CEFREN.

La parole n'est pas demandée. La discussion est close.

Nous procédons à l'adoption en votant à main levée. Les scrutateurs comptent les votes.

Celles et ceux qui approuvent l'adhésion de la commune de Prez au CEFREN lèvent la main.

L'adhésion de la commune de Prez au Consortium pour l'alimentation en eau de la ville de Fribourg et des communes voisines (CEFREN) est approuvée à l'unanimité.

---

8. Election d'un·e membre au sein de la Commission d'aménagement pour le groupe de Corserey

M. le Président prend la parole.

A la suite de l'élection de M. Lionel Schouwey au Conseil communal, il y a lieu de procéder à l'élection d'un·e Conseiller·ère général·e du groupe de Corserey pour le remplacer au sein de cette commission.

J'attends vos propositions pour le groupe de Corserey.

Mme Louise Reymond, pour le groupe de Corserey : nous proposons avec plaisir la candidature de M. Guy-Lou Vuarnoz. Il est très motivé.

M. le Président la remercie et demande s'il y a d'autres candidatures.

Il n'y en a pas.

Conformément à l'art. 14 al. 2 du RCG, le nombre de candidat·e·s est égal au nombre de sièges à repourvoir, l'élection est donc tacite à moins que quelqu'un·e demande un scrutin de liste.

Cela ne semble pas être le cas, **M. le Président** propose à l'assemblée d'applaudir le candidat qui est déclaré élu.

M. Guy-Lou Vuarnoz est élu tacitement à la Commission d'aménagement.

---

9. Election d'un·e membre au sein de la Commission des infrastructures et des transports pour le groupe de Corserey

M. le Président prend la parole.

A la suite de l'élection de M. Lionel Schouwey au Conseil communal, il y a lieu de procéder à l'élection d'un·e Conseiller·ère général·e du groupe de Corserey pour le remplacer au sein de cette commission.

J'attends vos propositions pour le groupe de Corserey.

M. Guy-Lou Vuarnoz, pour le groupe de Corserey : nous proposons avec plaisir la candidature de Mme Angélique Pittet. Elle est très motivée.

M. le Président le remercie et demande s'il y a d'autres candidatures.

Il n'y en a pas.

Conformément à l'art. 14 al. 2 du RCG, le nombre de candidat·e·s est égal au nombre de sièges à repourvoir, l'élection est donc tacite à moins que quelqu'un·e demande un scrutin de liste.

Cela ne semble pas être le cas, **M. le Président** propose à l'assemblée d'applaudir la candidate qui est déclarée élue.

Mme Angélique Pittet est élue tacitement à la Commission des infrastructures et des transports.

---

10. Election de deux membres du Conseil général au sein de la Commission de bâtisse

M. le Président prend la parole.

A la suite de la proposition du Conseil communal, il y a lieu de procéder à l'élection de deux Conseiller·ère·s généraux·ales pour intégrer cette commission.

Afin que le Conseil général soit représenté dans les séances de la Commission de bâtisse ayant eu lieu avant la séance de ce soir, et en accord avec la Préfecture, le Bureau a demandé par voie circulaire aux Chefs de groupe de lui faire parvenir les candidatures des personnes intéressées. Lors de sa séance du 22 octobre 2024, il a désigné MM. Pierre-Alain Egger et Claude Friderici pour siéger au sein de cette commission à titre provisoire.

Le Conseil général doit élire ce soir officiellement deux membres afin qu'il·elle·s intègrent la Commission de bâtisse.

J'attends vos propositions.

M. François Trotti, pour le groupe de Noréaz : nous avions trois bons candidats, mais le consensus nous a conduit à présenter M. Claude Friderici. Il a déjà siégé dans plusieurs Commissions de bâtisse dont celle du bâtiment de la police qui a finalement coûté moins cher que prévu. Le fait qu'il siège à la Commission financière est, selon nous, un avantage. Et bien sûr, il est très motivé.

M. Christian Carrel, pour le groupe de Prez-vers-Noréaz : nous proposons avec plaisir la candidature de M. Pierre-Alain Egger. En plus, d'être très motivé, il a toutes les compétences requises, aussi bien professionnelles que privées dans divers projets de construction et suivi de chantiers. C'était également le choix du Bureau lors de sa séance du 22 octobre 2024.

M. Guy-Lou Vuarnoz, pour le groupe de Corserey : nous n'avons pas de candidature à proposer.

M. le Président les remercie et demande s'il y a d'autres candidatures.

Il n'y en a pas.

Conformément à l'art. 14 al. 2 du RCG, le nombre de candidat·e·s est égal au nombre de sièges à repourvoir, l'élection est donc tacite à moins que quelqu'un·e demande un scrutin de liste.

Cela ne semble pas être le cas, **M. le Président** propose à l'assemblée d'applaudir les candidats qui sont déclarés élus et remercie les membres du Conseil général d'avoir fait confiance au Bureau.

MM. Pierre-Alain Egger et Claude Friderici sont élus tacitement à la Commission de bâtisse.

---

11. Informations du Conseil communal

M. le Président donne la parole au Conseil communal pour ses informations.

M. David Bonny prend la parole.

Tout à l'heure, il a été évoqué le marché villageois. En 2025, celui-ci sera organisé par le Chœur-mixte St-Jacques de Noréaz. Il s'agira d'un marché artisanal, et nous nous réjouissons de cet événement.

Concernant la Ludothèque, située à l'école de Prez-vers-Noréaz, elle propose des jeux pour les enfants ainsi que diverses manifestations. Cependant, nous constatons un manque croissant d'espace dans ce bâtiment scolaire. Parallèlement, le Service de Logopédie, Psychologie et Psychomotricité Intercommunal (SLPPI) a exprimé un besoin accru de surfaces en raison du nombre grandissant d'élèves suivi·e·s. Nous avons rencontré le comité de la Ludothèque afin de clarifier les rumeurs selon lesquelles le Conseil communal envisagerait sa fermeture. Ces rumeurs sont infondées : nous travaillons actuellement à trouver des solutions pour que la

Ludothèque puisse continuer à fonctionner, même si elle ne fait pas partie des services scolaires.

En ce qui concerne les places de parc, des problèmes récurrents se posent à Noréaz et à Prez-vers-Noréaz. Ces parkings communaux gratuits sont de plus en plus utilisés par des automobilistes qui y laissent leurs véhicules toute la journée, voire plus longtemps, ce qui limite leur disponibilité. Bien que ces places restent gratuites pour l'instant, cette situation pourrait évoluer. Le personnel communal suit de près cette problématique.

Un dernier point concerne la « Cité de l'énergie ». Le diplôme remis à la commune ce soir constitue un label attribué aux communes qui dépassent la moyenne en matière de politique énergétique et climatique. Nous adressons nos remerciements à la Commission de l'énergie, du développement durable et de la mobilité, composée de MM. Samuel Gendre, Oliver Epiney, Mario Ramalho, François Trotti, Simon Zürcher et Philippe Jolliet, pour leur engagement, ainsi qu'au Conseil communal et à notre responsable technique, M. David Monnerat, pour leurs efforts et leurs entretiens avec les responsables du label « Cité de l'énergie ».

La commune s'est dotée d'un plan d'actions communal pour l'énergie 2025-2028. Cette certification marque non pas une finalité, mais le début d'une nouvelle étape pour Prez. De nombreux défis restent à relever, mais fort·e·s de cette réussite collective, nous continuerons à œuvrer ensemble pour un avenir plus durable et résilient. Ce succès montre qu'il est possible de rêver grand tout en agissant localement. Par ailleurs, le Conseil général avait voté en faveur d'un plan climat, une direction qui sera priorisée pour les années à venir.

M. Pierre Bovet prend la parole.

Routes

Les projets de la route de contournement et celui de Valtraloc sont actuellement en suspens. Par conséquent, le Conseil communal a décidé de solliciter le Conseiller d'État en charge de la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME), M. Jean-François Steiert, afin qu'il participe à une rencontre avec la population au printemps 2025. Cette rencontre aura pour objectif d'apporter des explications quant à l'état d'avancement de ces projets. Les habitant·e·s seront vraisemblablement invité·e·s à s'inscrire et à soumettre leurs questions au préalable. Ce sera une opportunité pour chacun·e d'exprimer ses préoccupations. Ces projets, essentiels en matière de sécurité, accusent certains retards, notamment en raison de l'absence prolongée du chef de service compétent.

Eclairage public

La sécurité a été renforcée grâce à l'optimisation de l'assainissement de l'éclairage public dans les villages de Noréaz et Prez-vers-Noréaz. Les paramètres ont été ajustés afin de proposer un éclairage plus doux, grâce à une programmation adaptée. Ces ajustements pourront encore évoluer en fonction des remarques qui seront formulées par la population.

Concernant le village de Corserey, il n'a pas été oublié. Toutefois, comme précisé lors d'une précédente séance, son éclairage date de 2016, et doit être amorti au maximum avant

d'envisager des transformations. Celles-ci devront répondre aux exigences de la Loi sur l'éclairage public, applicable d'ici fin 2028.

M. Lionel Schouwey prend la parole.

Je voulais vous tenir au courant des derniers changements en matière de nettoyage des bâtiments communaux. Depuis novembre 2024, avec le départ à la retraite de Mme Fragnière, la dernière personne employée directement par la commune pour cette tâche, le nettoyage de nos bâtiments publics est maintenant assuré à 100 % par l'entreprise Cardoso. Ce changement initié par mon prédécesseur, M. Michaël Chatagny, permet plus de robustesse dans l'exécution des tâches de nettoyage ainsi qu'un allègement financier pour la commune.

Comme lors de chaque changement, un temps d'ajustement est naturellement nécessaire afin d'obtenir la satisfaction de tous·tes les utilisateur·trice·s. Notre service technique est en étroit contact avec l'entreprise Cardoso afin de leur faire remonter les éventuelles remarques et pistes d'amélioration. La commune tient à remercier Mme Fragnière pour son excellent travail durant de nombreuses années. Elle garde encore un mandat pour l'AES jusqu'à la fin de l'année scolaire.

M. le Président demande s'il y a d'autres communications de la part du Conseil communal.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

---

12. Questions, propositions et divers

M. le Président ouvre la discussion.

Mme Louise Reymond, à titre personnel, prend la parole au sujet du règlement et de la tarification de l'AES.

Je suis ravie d'entendre que le règlement et la tarification de l'AES seront prochainement abordés. Ce service est absolument essentiel pour les familles, en particulier pour les parents d'enfants en premier cycle, soit de la 1H à la 4H. Il faut se rappeler qu'un·e enfant en 1H n'a classe que quatre demi-journées par semaine. Le reste du temps, il·elle doit être pris·e en charge, ce qui rend l'AES indispensable pour les parents.

L'AES doit être attractif et accessible pour toutes les familles, quel que soit leur revenu. Bien qu'une augmentation des tarifs soit envisagée, il est raisonnable de considérer que ce service doit couvrir ses coûts. Toutefois, certaines pistes méritent réflexion. Les plages horaires, notamment les matinées et après-midis, concernent principalement les enfants du premier cycle qui n'ont pas d'autres solutions de garde. Ces périodes sont cruciales et doivent rester accessibles à des prix abordables.

Un autre point important concerne la grille tarifaire actuelle, basée sur le revenu imposable des parents. Actuellement, elle comporte six échelons avec des écarts de CHF 20'000.-- entre les tranches de revenus. Cela signifie, par exemple, que des parents avec un revenu imposable de

CHF 80'000.-- paient le même montant que ceux·celles avec un revenu de CHF 60'001.--. Cette grille mérite d'être modernisée.

En nous inspirant des pratiques observées dans les crèches et accueils du district de la Sarine, il serait pertinent de réduire les écarts entre les échelons et d'en augmenter le nombre. Cela permettrait une couverture tarifaire plus équitable : les familles à bas revenu bénéficieraient de tarifs adaptés, tandis que les foyers aux revenus plus élevés contribueraient davantage, permettant ainsi à l'AES d'équilibrer ses comptes de manière juste et transparente.

J'espère que nous aurons une proposition concrète en ce sens lors de la prochaine séance et je me réjouis de découvrir le fruit du travail réalisé. Merci de votre attention.

Mme Séverine Egger : l'objectif est effectivement de proposer une répartition plus juste des tarifs, tout en restant réalistes quant à nos capacités administratives. Nous devons éviter de nous retrouver avec une complexité similaire à celle de certaines crèches, qui comportent jusqu'à 25 ou 30 paliers. Une telle démarche entraînerait une charge de travail importante pour le service des finances, notamment pour la reprise des tarifs, ainsi que pour la vérification des demandes de subventions auprès du Service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ). Je tiendrai compte des observations formulées pour travailler sur une solution équilibrée, afin d'améliorer la grille tarifaire tout en respectant nos contraintes organisationnelles.

Mme Sarah Ducommun, à titre personnel : je tiens à remercier la commune ainsi que l'école pour les magnifiques décorations de Noël. Cela montre qu'avec des moyens raisonnables, il est possible de réaliser quelque chose de très beau. C'est une belle réussite, merci et bravo.

M. François Trotti, pour le groupe de Noréaz, prend la parole et présente une proposition concernant la route de contournement de Prez-vers-Noréaz.

Le Conseil général de Prez propose de soumettre au Conseiller d'État, en charge de la DIME une requête officielle pour reclasser le projet de la route de contournement en catégorie I.

M. François Trotti fait référence à la proposition et à son annexe, qui ont été transmises à l'ensemble des membres du Conseil général.

M. Pierre Bovet : au nom du Conseil communal, je remercie le groupe de Noréaz pour l'appui du Conseil général concernant ce projet de route de contournement qui vient renforcer la position de notre projet auprès du Conseil d'État, du moins nous l'espérons. La classification en catégorie II résulte d'une étude basée sur divers critères, et il nous semble nécessaire de les enrichir ou de réajuster leur pondération. Il est difficile de comprendre cette classification en catégorie II, surtout lorsque l'on prend en compte les enjeux de sécurité au sein du village de Prez-vers-Noréaz. Ce courrier est une excellente initiative et viendra appuyer notre démarche. Nous invitons chacun·e à poser ses questions au Conseiller d'État lors de sa venue dans notre commune.

M. Pierre-Alain Egger, pour le groupe de Prez-vers-Noréaz : lors de notre séance de groupe, la proposition du groupe de Noréaz a été discutée et certains points ont été complétés. Le groupe de Prez-vers-Noréaz soutient cette proposition, et le Conseil communal reçoit ainsi une

demande concrète du Conseil général qui s'inscrit pleinement dans les attentes des habitant·e·s de la commune.

Je l'ai déjà souligné à plusieurs reprises : si nous voulons faire avancer ce projet, il est essentiel d'en parler et de nous manifester. Lorsque j'étais enfant, cette route était déjà évoquée, et aujourd'hui, alors que je suis presque à la retraite, nous en parlons encore. Agissons.

Profitons de la présence de la presse pour affirmer haut et fort que ce projet est une préoccupation de longue date pour la commune et ses citoyen·ne·s.

M. Mario Ramalho, pour le groupe de Corserey, précise que le groupe de Corserey soutient également la proposition du groupe de Noréaz.

M. le Président le remercie et propose que le Conseil général décide s'il y a lieu de donner suite à la proposition émise par M. François Trotti dès ce soir (art. 47 RCG). Il ouvre la discussion.

La parole n'étant pas demandée, la discussion est close.

Nous procédons à l'adoption de cette proposition en votant à main levée. Les scrutateurs comptent les votes.

Celles et ceux qui approuvent la proposition de M. François Trotti lèvent la main. Celles et ceux qui désapprouvent la proposition de M. François Trotti lèvent la main. Celles et ceux qui s'abstiennent lèvent la main.

La proposition de M. François Trotti relative à la route de contournement de Prez-vers-Noréaz est approuvée par 28 oui et 1 abstention.

Elle sera transmise au Conseil communal afin qu'il se détermine sur le fond dans un délai d'une année.

M. Samuel Gendre, à titre personnel : est-ce que dans les réflexions à moyen ou long terme, la commune envisage de devenir une entreprise formatrice ? Plus précisément, serait-il possible de proposer des places d'apprentissage pour des postes tels qu'agent·e d'exploitation ou employé·e de commerce ?

Je suis conscient que les premières années de la commune ont été assez mouvementées, mais une certaine stabilité semble maintenant se mettre en place. Je sais que cela n'a pas été simple, notamment en raison des heures supplémentaires, et qu'une disponibilité en temps est nécessaire pour une formation de qualité.

Est-ce une possibilité qui pourrait être envisagée dans un avenir proche ? Cela fait-il partie des projets de la commune ?

M. David Bonny : nous avons abordé cette question à plusieurs reprises. Si cela est possible, ce sera avec plaisir que nous accueillerons un·e apprenti·e. Nous sommes conscient·e·s des défis actuels, notamment les heures supplémentaires, la charge de travail importante et les situations de personnel blessé, ce qui complique les choses. Toutefois, dès que la situation nous le permettra, nous serons prêt·e·s à proposer une place d'apprentissage.

M. Philippe Jolliet ajoute que plusieurs membres du personnel ont la formation requise pour suivre des apprenti·e·s, ce qui est déjà un bon début.

M. Pierre Bovet : en ce qui concerne l'accueil d'apprenti·e·s agent·e·s d'exploitation, cela serait plus difficile, car il faut une personne qualifiée pour assurer la formation. Cependant, nous avons accueilli un collaborateur en situation de handicap (AI), qui s'épanouit pleinement au sein de l'équipe de la voirie. Cela me touche profondément. Il a d'ailleurs beaucoup contribué à la décoration de la commune avec M. Philippe Chatagny et le cercle scolaire Cap Nord. En revanche, proposer une place d'apprentissage dans les bureaux serait peut-être plus envisageable.

M. Pierre-Alain Egger, à titre personnel : je souhaite revenir sur la séparation du cercle scolaire avec la commune de Ponthaux. Il a été mentionné précédemment que des anciennes chaises, achetées en commun et rendues à Ponthaux, seront remplacées par des chaises neuves. Cette situation m'interpelle.

De plus, de nombreuses personnes se souviennent d'un différend entre les responsables des écoles et des finances concernant la question de qui a payé et qui est propriétaire de certains mobiliers.

Je demande donc une attention particulière pour garantir une gestion rigoureuse de cette fin de cercle scolaire. Nous ne devons pas continuer à être mis·es dans une position inconfortable.

Mme Séverine Egger : comme je l'ai précisé, nous avons acheté 75 chaises avec le fonds commun, et toutes ont remplacé des anciennes chaises de Prez-vers-Noréaz. Nous devrons en redonner à la commune de Ponthaux. Dans cette redistribution, nous avons pris en compte tous les équipements achetés depuis le 1er janvier 2018 et avons réalisé un inventaire complet. Nous avons notamment équipé deux classes enfantines à Corserey, ce qui représente un investissement conséquent, ainsi que l'ancien appartement de M. Berger. Nous avons également ajouté du matériel dans la salle des combles, installé des tableaux, et tout cela a été financé par le fonds commun. L'ensemble de ces aménagements a été financé à hauteur d'environ 25 % par Ponthaux. Un accord a été trouvé concernant ces chaises, et nous avons convenu que tout reste chez nous, à l'exception de ces 25 chaises à remplacer.

Dans l'ensemble, nous ne sommes pas perdant·e·s. Toutes les chaises achetées étaient destinées à Prez-vers-Noréaz, et il y en aurait d'ailleurs encore d'autres à remplacer. Les employés communaux m'ont informée qu'il serait préférable de changer toutes les chaises.

M. Pierre-Alain Egger, à titre personnel, la remercie et est satisfait de la réponse.

Étant donné que vous avez des contacts avec Raiffeisen immobilier, il serait pertinent de leur présenter la parcelle de la salle communale de Prez-vers-Noréaz ainsi que le projet visant à placer l'entrée du ruisseau au centre de l'ancien jardin. J'en ai encore discuté ce week-end avec un architecte expérimenté, et je peux vous confirmer que cela mérite réflexion. Il serait peut-être judicieux d'envisager une légère modification du projet d'entrée du ruisseau dans le tuyau. La surface concernée ne pourrait peut-être pas être construite, mais elle pourrait être utilisée

pour aménager une place de jeu d'immeuble, une place de parc ou même un parc à vélos, comme cela devient de plus en plus courant.

M. Philippe Jolliet : c'est prévu de demander à la Raiffeisen Immobilier de demander une estimation de la valeur de ce bâtiment. Sauf erreur, une réponse a déjà été donnée à la question relative au Ruisseau des Combes, il n'y avait pas réellement d'autres possibilités sans engendrer des coûts importants.

Mme Isabelle Staub Barbey : je n'ajouterai rien de plus, nous avons déjà abordé ce point lors d'une précédente séance. Le projet sera prochainement mis à l'enquête. Si celui-ci ne vous convient pas, vous aurez la possibilité d'y faire opposition.

M. Pierre-Alain Egger, à titre personnel : merci. Si la solution proposée s'avère être la bonne, tant mieux.

J'ai malheureusement oublié la remise du prix « Cité de l'énergie », c'est dommage. Toutefois, comme plusieurs membres du Conseil général sont également arrivé·e·s juste pour la séance du législatif, je pense que ces quelques questions sont pertinentes.

J'avais déjà exprimé mon avis concernant ces certifications lors de la décision d'investir à nouveau dans ce concept, lors de la séance de décembre 2023. À cette occasion, j'avais demandé qu'on nous présente les gains réels pour l'environnement en regard du montant investi.

Pour rappel, cette certification a coûté CHF 10'500.--, avec toujours la question en suspens concernant d'éventuels frais annuels supplémentaires. Si l'on additionne les montants des deux certifications, soit un minimum de CHF 21'000.--, nous aurions pu financer l'installation d'un système photovoltaïque de 10 kVA sur le toit de l'administration communale. Cela aurait représenté un geste concret en faveur de l'environnement, avec une production annuelle estimée entre 11'000 et 12'000 kWh pour les 40 à 50 prochaines années.

Je suis favorable aux actions et investissements concrets, plutôt qu'à des études abstraites, des théories administratives sans impact réel, ou des rapports qui, hormis gaspiller du papier, n'apportent que peu de bénéfices tangibles.

Dès lors, je souhaiterais savoir précisément ce que l'environnement a gagné ou gagnera grâce à cette certification. Je précise toutefois qu'il ne s'agit pas de mentionner des mesures telles que l'éclairage public en LED, son extinction nocturne, le chauffage à distance ou d'autres actions qui relèvent soit d'obligations, soit d'évidences logiques en 2024, où la protection du climat doit être une de nos principales préoccupations.

M. David Bonny le remercie et trouve regrettable qu'il n'ait pas été présent lors de cette remise de label, il aurait eu des réponses directement. Une partie du Conseil général était présente, mais je le répéterai pour vous. Je reviens sur le discours de notre conseiller « Cité de l'énergie », M. André Lehmann, afin de voir l'évolution de notre commune durant les quatre dernières années :

- Les besoins de chaleur des objets communaux ont baissé de près de 10 % grâce à une optimisation des réglages des installations ;
- Les besoins d'énergie fossile ont baissé de 25 %, ce qui fait qu'aujourd'hui les besoins de chaleur des objets communaux sont couverts à 95 % par des ressources renouvelables ;
- La gestion fine de la consommation de l'eau a permis une réduction de plus d'un tiers.
- L'éclairage public a encore été amélioré – baisse de 7 % des besoins d'électricité en quatre ans. La performance actuelle est bien supérieure aux attentes de l'association « Cité de l'énergie ».
- Au niveau du territoire communal, il y a aussi eu une démarche citoyenne remarquable, qui a permis de passer de 50 à 60 % des besoins de chauffage sous forme renouvelable en quatre ans, nous espérons que ce rythme pourra être maintenu, entre autres grâce à l'exigence que vous avez validée d'être minimum 70 % renouvelable en neuf et en remplacement d'un système de chauffage.
- De plus, la centrale de Seedorf et les panneaux photovoltaïques déjà installés couvrent environ 90 % des besoins en électricité de l'ensemble de la commune. Nous sommes l'une des rares communes qui s'approchent de l'autonomie énergétique, ce qui est remarquable.
- La mobilité a certes un grand potentiel d'amélioration, c'est de ce côté qu'il faudra chercher pour l'avenir, mais beaucoup de démarches ont été initiées pour faire évoluer la situation dans un contexte compliqué.

Je pense que ces exemples concrets illustrent bien l'intérêt d'une telle certification, dont le coût réel est inférieur à ce que vous avez avancé. Nous sommes très satisfait·e·s des résultats obtenus, puisque nous avons progressé de 59 % à 64,2 % des critères requis. Si nous avions atteint 75 %, nous aurions même pu prétendre au niveau « Gold » et ainsi accéder à des subventions supplémentaires.

Cela dit, nous n'atteindrons pas ce palier, car notre priorité se porte désormais vers l'élaboration d'un plan climat. Je tiens également à préciser que les subventions annoncées ont bel et bien été obtenues.

M. David Bonny, au nom du Conseil communal, remercie les membres de la voirie pour les décorations de Noël et plus particulièrement, M. Philippe Chatagny, qui s'occupe de ces dernières avec un faible montant. Cela donne un peu de vie en cette période, parfois un peu sombre.

Pour terminer, le Conseil communal tient à remercier l'ensemble des membres du Conseil général pour les échanges constructifs que nous avons eus tout au long de l'année, ainsi que pour votre participation. Un petit présent est prévu, ne l'oubliez pas. Le Conseil communal vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année.

M. le Président prend la parole pour adresser ses remerciements et ses vœux à l'occasion de la fin d'année.

Mesdames et Messieurs,

Alors que nous arrivons au terme de cette séance du Conseil général, je tiens à exprimer mes plus vifs remerciements à tous·tes ceux·celles qui participent à faire de notre commune un lieu où il fait bon vivre.

Un immense merci au Conseil communal pour sa collaboration précieuse tout au long de l'année. Grâce à nos efforts conjoints, nous avons pu mener à bien de nombreux projets qui reflètent notre engagement envers nos citoyen·ne·s.

Je tiens également à saluer le travail exemplaire du personnel de l'administration et des employés communaux. Votre engagement constant garantit le bon fonctionnement de notre commune, et vos initiatives, comme le renouvellement des parterres de fleurs et les magnifiques décorations de Noël, apportent une touche d'élégance et de joie à nos villages. Vous avez sublimé cette fin d'année, et je vous en remercie chaleureusement.

En cette période festive, je souhaite à chacun·e d'entre vous de passer un très joyeux Noël, entouré de vos proches, ainsi qu'une nouvelle année 2025 pleine de bonheur, de succès, et de santé. Que ces moments soient l'occasion de célébrer et de se projeter ensemble vers un avenir prometteur pour notre communauté.

Avant de conclure, je vous invite à partager un moment convivial en dégustant l'apéritif qui nous a été soigneusement préparé par les talents de la cuisine du Centre de formation professionnelle et sociale de Seedorf.

Profitons de cet instant pour échanger et célébrer cette fin d'année dans la joie et la bonne humeur.

La parole n'est plus demandée.

M. le Président clôt la séance, il est 23h10.

Au nom du Conseil général

La Secrétaire-adjointe Auteure du procès-verbal	La Secrétaire communale	Le Président
Rosalie Broye	Mireille Gross	Pierre Alain Scherly